

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Une explication nécessaire avec les syndicalistes-communistes (*L. Trotsky*). — Qu'est-ce qu'un révolutionnaire ? (*Boris Souvarine*). — Le mois en Russie (*Pierre Pascal*). — Réflexions sur le projet de Boukharine (*Jules Humbert-Droz*). — A propos de l'impérialisme (*Bertreint*). — Le

point de vue de la minorité du P. C. allemand (*Ruth Fischer*). — La Conférence de Francfort (4^e Journée). — Ce que le Communisme international doit au P. C. russe. — Chronique internationale (*Franz Dahiemy*). — Bibliothèque communiste.

UNE EXPLICATION NÉCESSAIRE avec les syndicalistes-communistes

LE présent article, suscité par quelques écrits du camarade français Louzon, a été composé peu après le IV^e Congrès. Mais alors nous avions à l'ordre du jour la lutte contre la droite, contre les dissidents de la dernière tournée, les Verfeuil, Frossard et consorts. Dans cette lutte nous avons marché et continuons de marcher la main dans la main avec les syndicalistes-communistes, et c'est pourquoi j'ai ajourné la publication de cet article. Nous avons la ferme conviction que notre union avec les révolutionnaires du syndicalisme restera pleine et entière. L'entrée de notre ami Monatte dans le Parti a été pour nous une grande joie : les hommes de cette trempe sont nécessaires à la révolution. Mais l'on ne saurait, évidemment, acheter un rapprochement au prix de confusion idéologique. L'épuration et la consolidation du Parti français ont considérablement progressé durant les derniers mois. Aussi pouvons-nous nous expliquer tranquillement et amicalement avec les camarades aux côtés desquels nous aurons à travailler et à combattre.

**

Dans une série d'articles, le camarade Louzon, sur la question extrêmement importante des rapports entre le parti et les syndicats, adopte et motive une position divergeant radicalement de celle de l'Internationale Communiste et de la doctrine marxiste. Le dévouement de Louzon à la cause de la révolution prolétarienne a été et est attesté par des camarades français dont l'opinion est pour moi d'un grand poids. Par suite, il

est d'autant plus nécessaire de s'élever contre les points de vue erronés qu'il soutient dans une question aussi importante.

Le camarade Louzon défend « l'indépendance » complète et absolue des syndicats. Contre quoi ? Évidemment contre certaines atteintes. De quoi ? Évidemment du Parti. L'autonomie syndicale est d'une nécessité incontestable, mais Louzon lui attribue un sens absolu, presque mystique. Ce faisant, il se réfère, complètement à tort, à Marx.

Les syndicats sont — dit Louzon — la classe ouvrière elle-même. Quant au Parti, il n'est que le Parti. La classe ouvrière, dans son ensemble, ne peut être subordonnée au Parti. Il ne peut même y avoir entre eux égalité. « La classe ouvrière est par elle-même son but. » Quant au Parti, il ne peut qu'être le serviteur de la classe ouvrière ou lui être subordonné. Par suite, il ne peut « annexer » la classe ouvrière. La représentation réciproque de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge qui existait jusqu'aux derniers congrès mondiaux de Moscou signifiait, d'après Louzon, la reconnaissance de l'égalité des droits et de l'équivalence de la classe et du Parti. Maintenant, cette représentation réciproque est supprimée. Par là même, le Parti est ramené à son rôle de serviteur ou de subordonné. Ce que le camarade Louzon approuve. Telle était également, soi-disant, la position de Marx dans cette question. C'est pourquoi Louzon interprète la suppression de la représentation réciproque entre les deux organismes des syndicats et du Parti

comme une renonciation aux erreurs « lassalliennes » et social-démocrates et un retour aux principes de Marx.

Voilà ce que dit en substance Louzon dans un article publié, le 15 décembre, dans *la Vie Ouvrière*. Ce qui frappe le plus dans cet article, ainsi que dans les autres analogues, c'est que l'auteur semble fermer consciemment et hermétiquement les yeux sur ce qui se passe en France. On pourrait croire que l'article en question a été écrit par un habitant de Sirius. Autrement, comment comprendre l'affirmation de Louzon que les syndicats sont « la classe ouvrière elle-même » ? De quel pays exactement parle Louzon ? S'il s'agit de la France, les syndicats, comme on le sait, sont encore loin, par malheur, d'y coïncider avec l'ensemble de la classe ouvrière ou même avec la moitié... Par suite des manœuvres criminelles des syndicalistes réformistes, aidés en cela par certains anarchistes, l'organisation syndicale est scindée en deux parties. Chacune ne groupe pas plus de 300.000 ouvriers. Il s'ensuit que ni l'une, ni l'autre prise à part, ni même toutes les deux ensemble, ne peuvent être identifiées avec l'ensemble du prolétariat français. Jusqu'à présent, elles n'en groupent qu'une portion insignifiante. En outre, il ne faut pas oublier que la C. G. T. et la C. G. T. U. ont une politique *différente*. La première a une politique de conciliation, la seconde, une politique de lutte révolutionnaire. Le camarade Louzon soutient la C. G. T. U. contre la C. G. T., et c'est très bien. Bien plus, au sein de la C. G. T. U. même, le camarade Louzon représente une tendance déterminée. Comment accepter, après cela, l'assertion que la classe ouvrière, coïncidant soi-disant avec l'organisation syndicale, est par elle-même son but ? Par qui et de quelle façon la classe ouvrière française exprime-t-elle ce but ? Par l'organisation de Jouhaux ? Evidemment non. Par la C. G. T. U. ? Mais cette organisation, qui a déjà de grands services à son actif, ne coïncide pas encore, hélas ! avec la classe ouvrière. Enfin, pour tout dire, il n'y a pas si longtemps que la C. G. T. U. était encore sous la direction du groupe du « pacte ». Maintenant, elle est sous l'influence des syndicalistes communistes. Durant laquelle de ces deux périodes la C. G. T. U. exprimait-elle le plus exactement les intérêts de la classe ouvrière ? Et comment le vérifier ? Si l'on veut le vérifier en se reportant à l'expérience internationale de notre Parti, on commet, d'après Louzon, un péché mortel, car par là même on met le Parti « au-dessus de la classe » et on lui fait décider de la politique nécessaire à la classe. Si l'on s'adresse à la classe elle-même dans son ensemble, on la trouve, hélas ! dans un état de division, d'impuissance et de mutisme. Les différentes parties de la classe organisées dans différentes Confédérations, les différents syndicats d'une seule et même Confédération, les différents groupes d'un seul et même syndicat, nous donneront des réponses différentes ; quant à la majorité écrasante du prolétariat qui reste en dehors des Confédérations, elle s'abstiendra, pour le moment du moins, de répondre.

En aucun pays il n'existe d'organisation profession-

nelle qui coïncide avec l'ensemble de la classe ouvrière. Mais dans d'autres pays il existe, au moins, des syndicats groupant une partie considérable de la classe ouvrière. En France, il n'en est pas ainsi. Si Louzon dénie au Parti le droit d'« annexer » (en somme, qu'est-ce que cela signifie exactement ?) la classe ouvrière, sur quoi se base-t-il pour conférer ce droit au syndicalisme ?

« Mais, dira peut-être le camarade Louzon, si l'organisation syndicale française est maintenant extrêmement faible, nous ne doutons nullement de son développement et de sa victoire définitive. » A cela nous répondrons : « La chose est incontestable, nous aussi nous en sommes convaincus, mais il n'est pas moins certain également que le Parti, lui aussi, gagnera la confiance absolue de l'immense majorité de la classe ouvrière ». Pour le Parti comme pour les syndicats, il s'agit non pas d'« annexer » le prolétariat — c'est bien à tort que Louzon emploie la terminologie habituelle à nos adversaires dans leur lutte contre la révolution — mais de *gagner sa confiance*, et l'on ne peut y arriver que par une tactique juste, vérifiée à la lumière de l'expérience. Où donc et par qui cette tactique est-elle élaborée consciemment, d'une manière critique et méthodique ? Qui la propose à la classe ouvrière ? Elle ne tombe pas du ciel, elle n'émane pas non plus de « la classe ouvrière elle-même ». Voilà la question à laquelle, apparemment, le camarade Louzon n'a pas réfléchi.

« La classe ouvrière est par elle-même son but. » Dégagée de son enveloppe mystique, cette phrase doit signifier que les buts historiques du prolétariat sont déterminés par sa situation sociale en tant que classe, par son rôle dans la production, la société et l'Etat. Cela est absolument incontestable. Mais cela ne nous donne absolument rien pour l'intelligence de la question spécifique que nous étudions en ce moment : de quelle façon le prolétariat arrive-t-il à la *compréhension subjective* du but historique conditionné par la situation objective ? Si le prolétariat, dans son ensemble, était capable d'atteindre directement son but historique, il ne faudrait ni Parti ni syndicat : la révolution prolétarienne viendrait au monde en même temps que le prolétariat lui-même. En réalité, le *processus* par lequel le prolétariat arrive à la conception de sa mission historique est très long et extrêmement douloureux, plein de contradictions internes. Après une longue lutte, des épreuves, des fautes, après une accumulation d'expérience, la *conception juste des voies et des méthodes de développement pénètre dans le cerveau des meilleurs éléments, qui en forment l'avant-garde*. Cela se rapporte dans l'ensemble non seulement au Parti, mais aussi aux syndicats. Ces derniers également commencent par un petit noyau d'ouvriers actifs et ne se développent que progressivement en conquérant, grâce aux fruits de l'expérience, la confiance des masses. Durant tout le cours de la lutte menée par les organisations révolutionnaires pour établir leur influence sur la classe, les idéologues de la bourgeoisie opposent « la classe ouvrière elle-même » non seulement au parti de la

classe ouvrière, mais à ses syndicats, qu'ils accusent de vouloir annexer la classe ouvrière. C'est ce que le *Temps* écrit à propos de chaque grève. En d'autres termes, les idéologues bourgeois opposent la classe ouvrière, en tant qu'objet, à la classe ouvrière, en tant que sujet. Car ce n'est que par sa minorité consciente que la classe ouvrière devient peu à peu sujet de l'histoire. De la sorte, ce que le camarade Louzon dit contre la « prétention » du Parti, s'applique également en entier à la « prétention » des syndicats — particulièrement en France, car le syndicalisme français, nous le répétons, en tant qu'organisme et en tant que théorie, a été et reste jusqu'à présent un Parti. C'est précisément pour cela que, dans sa période classique (1905-1907), il est arrivé à la théorie de la « minorité d'initiative », et non de « la classe ouvrière elle-même ». Qu'est-ce qu'une minorité d'initiative liée par l'unité de doctrine, sinon un Parti ? Et qu'est-ce, d'autre part, qu'une organisation syndicale de masses, sans une minorité d'initiative directrice consciente, sinon une forme sans contenu ?

Le fait précisément que le syndicalisme français était un Parti a trouvé son expression dans la scission qui s'est produite lorsque des divergences de vues politiques se sont manifestées dans son sein. Mais le Parti du syndicalisme révolutionnaire redoute la répugnance des masses françaises pour les « Partis » en général. C'est pourquoi le syndicalisme révolutionnaire n'a pas pris le nom de Parti et est resté organiquement à demi constitué. C'est un Parti qui s'est efforcé de fondre ses cadres avec ceux du syndicat, ou tout au moins de trouver un voile dans le syndicat. De là la subordination effective des syndicats aux prétentions de tendances, de fractions et même de coteries au sein du syndicalisme. De là également le « pacte », c'est-à-dire la caricature maçonnique d'un Parti au sein de l'organisation syndicale.

Et inversement. C'est précisément l'Internationale Communiste qui a mené une lutte acharnée contre la scission du mouvement syndical en France, c'est-à-dire contre sa transformation effective en Partis syndicaux. C'est précisément l'Internationale Communiste qui a mis au premier plan les objectifs historiques de la classe ouvrière elle-même et l'immense importance intrinsèque de l'organisation syndicale au point de vue de ces objectifs. Dans ce sens, l'Internationale Communiste, dès le premier jour de son existence, a soutenu l'autonomie réelle, vitale des syndicats, conformément à tout l'esprit du marxisme.

Le syndicalisme révolutionnaire, qui, sous beaucoup de rapports, a été en France le précurseur du communisme contemporain, s'est borné à la théorie de la minorité d'initiative, autrement dit du Parti, sans se transformer ouvertement en Parti. Mais par là même, il a empêché les syndicats de se transformer en organisation, sinon de « la classe ouvrière elle-même » (ce qui est impossible en régime capitaliste), du moins de masses importantes de la classe ouvrière. Les communistes n'ont pas peur du nom de Parti, parce que leur Parti n'a et n'aura rien de commun avec les autres Partis. Ce n'est pas un des Partis politiques du

régime bourgeois, mais la minorité consciente, la minorité d'initiative de la classe ouvrière, son avant-garde révolutionnaire. C'est précisément pour cela que les communistes ne se couvrent pas — dans le domaine de l'idéologie non plus que dans celui de l'organisation — de l'organisation syndicale, n'exploitent pas cette dernière par des manœuvres de coulisse, ne la divisent pas lorsqu'ils sont en minorité, ne gênent en rien son développement autonome et l'aident de toutes leurs forces dans sa lutte. En même temps, le Parti Communiste se réserve le droit de se prononcer sur toutes les questions du mouvement ouvrier, y compris le mouvement syndical, de critiquer la tactique syndicale et d'apporter ses propositions que l'organisation syndicale est libre d'accepter ou de refuser. Le Parti s'efforce par l'action pratique de gagner la confiance de la classe, et avant tout de sa partie syndiquée.

Que signifient les citations de Marx produites par le camarade Louzon ? Marx écrivait, en effet, en 1868, que le Parti ouvrier surgirait des syndicats. Mais il avait alors en vue principalement l'Angleterre, qui était en ce temps là le seul pays possédant un capitalisme développé et des organisations ouvrières importantes. Depuis lors, il s'est écoulé un demi-siècle. L'histoire, dans son ensemble, a confirmé le pronostic de Marx, en ce qui concerne l'Angleterre. Le Parti ouvrier anglais a surgi en effet sur la base des trade-unions. Mais Louzon croit-il que le Labour Party, dans sa forme actuelle, avec les Henderson, Clynes et autres à sa tête, puisse être considéré comme exprimant les intérêts de l'ensemble du prolétariat ? Certes, non. Le Labour Party, en Grande-Bretagne, trahit les intérêts du prolétariat, dans la même mesure que la bureaucratie trade-unioniste qui lui est identique, quoique, en Angleterre précisément, les trade-unions soient beaucoup plus proches de « la classe elle-même » qu'en aucun autre pays. Mais, d'autre part, il est indubitable que l'influence communiste en Angleterre s'établira dans une large mesure par l'appareil du Labour Party, surgi des trade-unions, et qu'elle contribuera à l'accentuation de la lutte intérieure entre la masse et les sommités de cette organisation, à l'expulsion de la bureaucratie traîtresse, à la transformation et à la régénération complète du Labour Party. Et nous appartenons avec Louzon à l'Internationale qui, englobant le petit Parti Communiste britannique, lutte contre la II^e Internationale, s'appuyant sur le Parti ouvrier anglais sorti des trade-unions.

En Russie — et la Russie dans le cadre des lois générales du développement capitaliste est l'antipode de la Grande-Bretagne — le Parti Communiste (anciennement social-démocrate) a précédé les syndicats et a créé ces derniers. Maintenant, les syndicats, d'une part, l'Etat ouvrier, de l'autre, sont chez nous entièrement sous l'influence et la direction du Parti Communiste, qui n'a pas surgi des syndicats, mais qui, au contraire, les a créés et les a formés idéologiquement. Louzon voudrait-il affirmer par hasard que la Russie s'est développée contrairement à Marx ? N'est-il pas plus simple de dire que les paroles de Marx sur l'origine syndicale du Parti sont, comme l'a

montré l'expérience, applicables à l'Angleterre, et encore jusqu'à un certain point seulement, mais ne sont nullement ce que Marx appelait avec mépris, la loi « supra-historique » ?

Tous les autres pays de l'Europe, y compris la France, se placent, dans la question qui nous intéresse, entre la Grande-Bretagne et la Russie. Dans certains pays, la naissance des syndicats a précédé celle du Parti, dans d'autres, au contraire, c'est le Parti qui est apparu le premier ; mais en tout cas, nulle part sauf en Angleterre, et en partie en Belgique, le Parti du prolétariat n'a surgi des syndicats. En tout cas, aucun Parti Communiste n'a surgi « organiquement » des trade-unions. Allons-nous pour cela traiter toute l'Internationale Communiste d'« enfant naturel » ?

Lorsque les trade-unions anglaises soutenaient tout à tour les Partis conservateur et libéral, dont elles étaient l'appendice ouvrier, lorsque l'organisation politique des ouvriers allemands représentait encore la gauche du Parti démocrate et que les partisans de Lassalle et d'Eisenach se livraient une lutte acharnée, Marx revendiquait l'indépendance des syndicats à l'égard de tout Parti. Cette formule était dictée par le désir d'opposer l'organisation ouvrière à tous les Partis bourgeois ou aux sectes socialistes. Mais Louzon n'aura pas oublié que Marx a fondé la 1^{re} Internationale, qui avait pour tâche de diriger et de féconder les mouvements ouvriers de tous les pays sous tous les rapports. Cela se passait en 1864, mais l'Internationale de Marx était un Parti. Donc Marx n'avait pas attendu que le Parti international de la classe ouvrière surgît (arbitrairement ?) des trade-unions. Il faisait tout pour assurer dans les trade-unions l'influence aux idées du socialisme scientifique, idées exprimées pour la première fois en 1847, dans le *Manifeste du Parti Communiste*. S'il exigeait l'indépendance complète des trade-unions, des syndicats, etc..., à l'égard de tous les Partis et sectes existants, c'est-à-dire de tous les Partis et sectes bourgeois et petit-bourgeois, c'était précisément pour assurer plus facilement dans ces organisations la domination aux idées du socialisme scientifique. Marx, évidemment, n'avait jamais songé à voir dans le Parti du socialisme scientifique un des Partis politiques existants (parlementaires, démocratiques, etc.). L'Internationale était, pour Marx, la classe ouvrière même arrivée à la conscience d'elle-même, en la personne de son avant-garde, alors encore très peu nombreuse.

Si Louzon avait voulu être conséquent dans sa métaphysique syndicale et tenace dans son interprétation de Marx, il aurait dû dire : « Enterrons le Parti Communiste autonome et attendons que ce Parti naisse des syndicats ». Mais une telle logique serait mortelle, non seulement pour le Parti, mais aussi pour le syndicat. En effet, les syndicats français actuels ne pourront restaurer leur unité et obtenir une influence décisive sur les masses, si leurs meilleurs éléments ne se groupent pas en une avant-garde révolutionnaire consciente de la classe ouvrière, c'est-à-dire dans le Parti Communiste. Marx n'a pas donné et ne pouvait

donner de réponse universelle à la question de la nature des rapports organiques entre le Parti et les syndicats. Quels doivent être ces rapports, cela dépend à chaque moment donné de facteurs et de circonstances différents. Qu'il existe une représentation réciproque du Parti et de la Confédération, ou que ces organisations constituent au fur et à mesure du besoin un Comité d'action, c'est là une question qui n'a pas une importance essentielle. Les formes d'organisations peuvent varier, mais le rôle fondamental du Parti reste immuable. Le Parti, s'il mérite ce nom, groupe l'avant-garde de la classe ouvrière et féconde par son influence idéologique toutes les branches du mouvement ouvrier et, en premier lieu, les syndicats. Ces derniers, s'ils méritent ce nom, groupent une masse sans cesse croissante de la classe ouvrière, y compris ses éléments arriérés. Mais ils ne peuvent s'acquitter de cette tâche qu'avec une direction juste, raisonnée, basée sur des principes déterminés. Or, ils ne peuvent avoir cette direction que si l'élite des syndiqués est groupée dans le Parti de la révolution prolétarienne.

L'épuration qui a eu lieu ces derniers temps dans le Parti français et qui l'a débarrassé des petits-bourgeois pleurards, des beaux parleurs, des Hamlets politiques et des arrivistes, ainsi que le rapprochement du Parti avec les syndicalistes révolutionnaires, représentent un grand pas en avant vers l'instauration de rapports justes entre l'organisation syndicale et l'organisation politique de la classe ouvrière. Et cela est, par suite, d'un grand profit pour la révolution.

L. TROTSKY.

21 Mars 1923.

Œuvres de Léon TROTSKY

VENT DE PARAITRE :

La nouvelle politique économique des Soviets & la révolution mondiale

Une forte brochure 1 fr. 25
Franco 1 fr. 40

PARAITRA DANS QUELQUES JOURS :

“ 1905 ”

Un grand volume de 400 pages
dont 20 planches hors-texte

Prix 15 fr.
Prix de souscription, avant la parution..... 12 fr.

Librairie de « l'HUMANITÉ »
120, Rue Lafayette, 1^{er} — Paris (10^e)

Qu'est-ce qu'un révolutionnaire ?

La contre-révolution s'exprime sous les formes les plus diverses et parfois les moins attendues. Notamment, pour pénétrer dans la classe ouvrière et y gagner des éléments mal préparés à se défendre contre la confusion, la tromperie ou l'imposture, elle adopte une terminologie tantôt démocratique, tantôt libertaire. En France particulièrement, pays de la phrase vide et sonore, de la rhétorique supplantant la dialectique, du charlatanisme politique toujours assuré de trouver un cercle de badauds crédules pour applaudir, certaines parties de la classe ouvrière ont été ainsi gagnées à la contre-révolution.

Il est vrai que les porte-paroles de ces cercles contre-révolutionnaires inconscients affirment bien haut leur attachement à la révolution *en général*, ou même à la révolution russe *en général*. Mais ils n'admettent pas que l'on identifie la révolution russe au bolchevisme, ou la révolution mondiale au communisme international. Ils sont pour la révolution d'une façon abstraite, mais quant à la révolution qui est, qui existe sous une forme concrète, ils sont contre. C'est ce qu'ils appellent être des révolutionnaires.

Belle prétention, en vérité. Mais sur quoi est-elle fondée ? Pendant des décades, les révolutionnaires de toutes les écoles se sont disputés autour de formules théoriques, dont le contenu attendait la vérification des faits. Aujourd'hui, la révolution est sous nos yeux, et il se trouve de pseudo-révolutionnaires pour opposer des formules à la révolution elle-même. De farouches doctrinaires veulent sauver l'âme de la révolution en détruisant son corps, comme Torquemada sauvait l'âme des infidèles en les envoyant au bûcher.

Ces contre-révolutionnaires sans le savoir, ne se sont probablement jamais posé la question : *Qu'est-ce que la révolution ?* Sans quoi, ils prendraient vite conscience de leur aberration. La révolution, ce n'est pas le sophisme élégant de Léon Blum, ni le galimatias incompréhensible de Verdier, ni la tirade sentimentale de Sébastien Faure, ni la diatribe rageuse de Merrheim, ni le geignement stupide de Verfeuil. La révolution, c'est la prise et la conservation du pouvoir par le prolétariat, avec tout ce qu'une telle opération comporte, et la

transformation de l'économie capitaliste en système communiste dans la mesure où le développement industriel et les rapports entre classes le permettent. Or, cette révolution s'accomplit en Russie. Savoir si elle s'accomplit bien ou mal, ce n'est pas ici l'affaire. Elle s'accomplit comme elle peut, sous la pression de circonstances et de conditions intérieures et extérieures non prévues dans les livres, et qui déterminent son cours, souvent indépendamment de la volonté des soi-disant « chefs ». Mais voici Léon Blum, Verdier, Sébastien Faure, Merrheim, Verfeuil et leurs compères qui déclarent cette révolution existante non conforme à leur révolution théorique inexistante. Et ils se croient, eux, les vrais révolutionnaires, les seuls.

Le simple bon sens montre aux ouvriers le ridicule extraordinaire de leurs prétentions. Car la révolution qui est, avec ses défauts et le reste, est la révolution. Tandis que la révolution de Blum, de Verdier, de Faure, de Merrheim et de Verfeuil, démocratique, libérale ou libertaire, qui n'a que des qualités et des avantages, elle n'existe que dans l'imagination assez pauvre de ses champions. Ceux-ci repoussent la révolution-fait au nom de la révolution-utopie. Il n'y a pas de contre-révolutionnaires plus dangereux que ceux qui invoquent une révolution hypothétique pour mieux étouffer une révolution réalité.

Il ne suffit pas de se déclarer révolutionnaire pour être reconnu tel. Révolutionnaire sera celui dont les idées traduites en actes concourraient à l'affermissement et au développement de la révolution, contre-révolutionnaire celui qui ne pourrait passer de la théorie à la pratique sans porter un coup à la révolution, sans contribuer à sa perte. Demandons-nous donc ce qui arriverait si les conceptions de Blum, de Verdier, de Faure, de Merrheim, de Verfeuil et Cie trouvaient en Russie soviétique un champ libre pour se traduire dans les faits.

Suppression de la dictature du Parti bolchevik, élections libres aux Soviets, liberté de la presse et des réunions rendue aux partis et groupes d'opposition, plus d'immixtion communiste dans les syndicats, voilà bien les lignes principales de la politique « révolutionnaire »

de ces catégories spéciales de « révolutionnaires », distinctes devant les problèmes du mouvement ouvrier français, mais singulièrement confondues devant ceux de la révolution russe. Au premier coup d'œil, le lecteur tant soit peu au courant de la question reconnaît dans ce programme de Blum, Verdier, Faure, Merheim, Verfeuil et Cie les revendications essentielles de tous les Partis contre-révolutionnaires russes, des mencheviks, des S. R., des cadets, c'est-à-dire d'Axelrod, de Tchernov, de Bourtzev et de Milioukov. Il n'y a qu'un seul groupe oppositionnel russe qui repousse ce programme, c'est celui que constituent les membres de la famille Romanov et les débris de leur domesticité. Toutes les autres fractions de la contre-révolution active sont d'accord sur ces belles formules.

Et à quoi reviennent, pratiquement, ces belles formules ? A abolir l'autorité du seul parti qui ait fait preuve de capacité directrice dans la révolution ; à rendre aux Cadets le droit de se faire les fourriers de la réaction mondiale, aux S. R. le droit de soulever les paysans contre les ouvriers des villes, aux mencheviks le droit d'exploiter les conditions matérielles difficiles du moment pour fomenter des révoltes ouvrières, aux syndicalistes le droit de dresser les intérêts particuliers d'une corporation ou d'une industrie contre le plan général de l'économie soviétique, aux anarchistes le droit d'exproprier l'arme au poing, au gré de leur appétit ou de leur fantaisie ; en un mot, à déchaîner toutes les puissances de ténèbres actuellement refoulées et contenues par la dictature prolétarienne contre la fragile armature de l'ordre révolutionnaire constituée par les bolcheviks au prix de sacrifices incalculables.

Il s'agit donc de savoir si les conquêtes de la révolution, si l'état de choses actuellement assuré en Russie doivent disparaître dans le chaos et dans le sang — dans le sang, car il y a des centaines de milliers d'ouvriers qui n'entendent pas renoncer à leur révolution sans lutter jusqu'à leur dernier souffle — pour laisser place à quoi ? *Au régime de la plus extrême réaction.* Car il faudrait être d'une ignorance crasse des choses de Russie pour s'imaginer un instant que le régime soviétique puisse être remplacé par un régime S. R., mencheviste, syndicaliste ou anarchiste, pour lequel il n'existe aucune base. Dans l'hypothèse heureusement absurde d'un renversement de la dictature bolchevique, c'est la dictature bourgeoise

la plus féroce qui s'installerait en Russie, le régime de Mannerheim ou de Horthy.

Voilà ce que nous proposent ces extraordinaires « révolutionnaires » qui veulent anéantir la seule révolution existante et frayer la voie à la réaction, au nom de leurs rêveries stériles. Des révolutionnaires en théorie comme ceux-là, sont en réalité des contre-révolutionnaires en fait, qu'ils le veuillent ou non. Tout ce qu'il y a de propre et de sain parmi eux le reconnaîtra, à mesure que la connaissance plus approfondie de la révolution russe et l'expérience du mouvement révolutionnaire français et mondial dissiperont les erreurs en cours dans leurs milieux.

Les ennemis du communisme dans le mouvement ouvrier reprochent souvent à notre Parti de se dire plus révolutionnaire que d'autres, alors qu'il n'a pas « fait la révolution » plus que d'autres. On pourrait discuter cette affirmation naïve et simpliste, démontrer que pour « faire la révolution » il faut d'abord savoir la préparer et s'y préparer. Mais retenons un instant la définition de nos ennemis, et disons que les seuls révolutionnaires sont ceux qui ont « fait la révolution ». En ce cas, le seul parti révolutionnaire du monde est le parti bolchevik ? Ou alors, nous ne comprenons plus.

Et n'y a-t-il pas de vrais révolutionnaires hors de la Russie ? Il serait difficile de le prétendre sérieusement. Comment donc les distinguer, parmi tous ceux qui se réclament de la révolution ? Quel criterium nous permettra de les reconnaître, dans la quantité des partis, des courants, des écoles ? Nous, nous en proposons un : nous disons que les vrais révolutionnaires sont ceux qui sont solidaires sans réserve de la seule révolution qui soit. Et vous, qui trouvez que ce criterium ne vaut rien, lequel proposez-vous donc ?

Boris SOUVARINE

ROSA LUXEMBOURG

LE PROGRAMME COMMUNISTE

Tous les camarades sérieux liront cette brochure, à l'heure où s'ouvrent les discussions sur la question du Programme et sur le projet Boukharine, qui a déjà fait couler tant d'encre.

Une brochure à 0 75

Franco 0 85

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartré, Paris.

LE MOIS EN RUSSIE (15 février-15 mars)

La Fête de l'Armée Rouge. — Le Jubilé du Parti Communiste. — Lénine. — Les paysans et l'impôt. — Les ouvriers et l'industrie.

La fin de l'hiver, l'approche du printemps est connue en Russie, pays proche de la nature, comme le moment des crises, des réformes, des révolutions, en un mot de l'activité nationale. C'est pourquoi les commémorations de grands événements sont nombreuses fin février et dans la première moitié de mars.

Une fête nouvelle a été inaugurée le 23 février, avec le 5^e anniversaire de la création de l'Armée Rouge. A vrai dire, le décret de fondation avait paru le 20 janvier ; le 23 février 1918 est la date de la publication du règlement d'application : le 25, on comptait déjà, à Petrograd, 5.500 volontaires dans l'« Armée Socialiste ». La fête n'a pas été chômée, mais célébrée dans les casernes depuis la veille au soir : représentations théâtrales, meetings, « amélioration de l'ordinaire ». L'Académie de Guerre a ouvert une exposition militaire qu'on peut toujours visiter : elle comprend pas mal de tanks et autos blindées fournis par Lloyd George et Clemenceau. Les « chefs » civils, c'est-à-dire des usines, les syndicats, les Soviets, les trusts, les commissariats, etc., qui ont assumé le patronage matériel et moral de telle ou telle unité ou école militaire, ont fait les frais de la fête. Les journaux ont publié des numéros spéciaux : l'Armée Rouge sur les fronts, puis l'Armée Rouge au travail dans l'Oural, au Donetz, à Grosny, aujourd'hui l'Armée Rouge réduite étudiant à fond son métier, dans l'avenir, l'Armée Rouge « bouchier des opprimés et glaive des insurgés », voilà le thème.

Le 8 mars, Journée de la Femme ; demi-fête, les femmes partout libérées deux heures avant la fin du travail, meetings, articles de journaux. On n'oublie pas que la Révolution (de février) a commencé par la Journée de la Femme, 23 février ancien style. Aujourd'hui, ce n'est pas dans la rue qu'il faut voir cette fête, mais dans les clubs d'usines où les ouvrières, avec leurs camarades, ont organisé quelque divertissement intime et sincère.

Le 12 mars, on a passé sous silence cette fois-ci le renversement de l'autocratie pour célébrer le 25^e anniversaire de la fondation du Parti social-démocrate. C'est la date de son 1^{er} Congrès, d'une dizaine de membres, à Minsk. Editions spéciales, publications historiques, souvenirs de vieux militants, admission solennelle de nouveaux membres, grands meetings. Mais ici encore la signification de la fête est à la base, dans les assemblées d'usines qui ont décidé d'offrir à cette occasion au Parti Communiste des adresses de dévouement, des drapeaux rouges. Le nombre des communistes dans les usines est très petit, en moyenne 8 % des ouvriers, et même beaucoup moins dans les plus grandes usines, d'où ils ont été retirés par de multiples mobilisations ; mais il y a souvent des « groupes de sympathisants actifs » qui témoignent des racines que le Parti a dans la masse. Ce sont eux, sans doute, qui ont pris l'initiative de ces manifestations éloquentes.

La fête, comme celle du 18 mars, anniversaire

de la Commune, a été attristée par l'absence de Lénine. Sa rechute était annoncée par un communiqué du gouvernement, affiché déjà le 12. Les télégrammes et les résolutions affluent de toutes parts pour lui souhaiter une prompt guérison. Les questions qu'on entend témoignent de l'affection du peuple russe pour celui qui le guide sur la route tortueuse du communisme. Et, pourtant, il faut le remarquer, il n'y a pas cette inquiétude, cette angoisse qui avait saisi les amis de la révolution en 1918, lorsque la vie de Lénine fut en danger, et il n'y a pas non plus la joie que manifestaient ses ennemis. Le gouvernement des Soviets est assis, et même la mort de Lénine ne lui porterait plus un coup sensible. Lénine est aujourd'hui hors de danger, et les spécialistes appelés auprès de lui déclarent qu'après avoir supporté ce coup, il doit, dans quelques mois, être aussi solide qu'autrefois.

Cette consolidation du gouvernement est marquée par un autre fait : le Congrès des anciens socialistes-révolutionnaires qui vient de se terminer à Moscou. Il s'agit de quelques centaines de socialistes-révolutionnaires du rang qui, sans s'être jusqu'à présent détachés formellement de leur ancien parti, ont perdu toute foi en sa direction et même en sa doctrine. Ils demandent à être admis dans le Parti Communiste. Ce Congrès prouve encore que la séparation faite lors du procès des socialistes-révolutionnaires entre les dirigeants et les simples militants de ce Parti était justifiée. J'avais pu d'ailleurs constater, parmi quelques témoins, un état d'esprit analogue : condamnation catégorique des leaders et de leur politique, indécision douloureuse sur la voie à suivre. Beaucoup sans doute de ces révolutionnaires, sincères et ardents, ont trouvé maintenant leur voie.

Au Caucase, plusieurs centaines de mencheviks ont publié une lettre dénonçant également les manœuvres de leurs chefs, se désolidarisant de leur politique. La réponse de ces derniers prouve que les mencheviks géorgiens ne sont pas tous des professeurs ou des théoriciens de cabinet : plusieurs des « renégats » signataires de la lettre ont été assassinés.

Un journal anarchiste bi-mensuel paraît également à Moscou, le *Potchin*. Il est publié par un groupe qui publiait déjà la revue du même nom et qui est composé d'anarchistes sympathisants et collaborant avec le pouvoir des Soviets, tout en critiquant sévèrement sa politique du point de vue des principes. Les deux premiers numéros renferment, en effet, une critique assez acérée, mais trop dédaigneuse des réalités, et surtout ils sont complètement étrangers à la vie ouvrière. En tout cas, l'apparition de ce journal est encore un symptôme de consolidation et d'apaisement.

Cette consolidation est un fait, et pourtant, la vie bouillonne toujours, l'équilibre n'est obtenu que par une adaptation, un tâtonnement perpétuels. Il y a des problèmes graves dont les don-

nées sont présentes et évoluent dans la vie profonde du pays, et dont la solution, une solution toujours provisoire, est attendue au 12^e Congrès du Parti Communiste, convoqué pour le 15 avril.

Tous ceux qui reviennent des campagnes constatent que le paysan est mécontent. Il se plaint de l'impôt, ou des impôts. La chose paraît d'abord étonnante, puisque, d'après les statisticiens, le paysan est beaucoup moins chargé d'impositions, même relativement à la production agricole, réduite d'un quart, que sous l'ancien régime. Elle se comprend, cependant : l'impôt, en effet, est triple, en nature sur les céréales et le bétail, en journées de travail d'homme et de cheval et en argent. Il semble au paysan qu'il n'en a jamais fini, que l'Etat, sous la forme des agents de trois Commissariats : Approvisionnement, Travail et Finances, est continuellement sur son dos. Le versement du blé, qui doit être fait aux gares et aux ports, entraîne toujours des pertes de temps coûteuses. Les inspecteurs des finances, avec les présidents de Soviets villageois, manquent parfois de justice dans la répartition, ou de douceur dans la levée. Les mesures sont appliquées par les hommes, et les hommes reviennent parfois insensiblement à leurs mœurs d'avant 1917. Il y a donc là un mal que le gouvernement peut en partie réparer et un contre lequel et lui et le Parti Communiste sont impuissants, si les paysans eux-mêmes n'y mettent pas la main.

Pour remédier au premier, on étudie un projet d'unification des impôts dont les principes seront discutés au Congrès. Pour le second, c'est-à-dire pour éveiller, éclairer et éduquer l'initiative des paysans, on commence à pratiquer, comme dans l'armée, le procédé du patronage. Ici encore, une usine, une école militaire — les ouvriers et les soldats étant tout près du paysan — se choisissent un village, un canton pas trop éloigné avec lequel ils puissent entretenir des relations matérielles et morales constantes. Les paysans venant à la ville vendre leurs produits, s'arrêtent à l'usine, qui est sur leur route, entrent au club lire les journaux et causer des événements ; ils fournissent la coopérative des ouvriers ; ceux-ci leur donnent des conseils, passent chez eux le dimanche, ou leur congé annuel, les aident, le cas échéant, à faire quelque installation de machine, d'école, etc., encouragent les paysans pauvres à maîtriser les riches, à réclamer leur droit, etc. On utilise de même les soldats permissionnaires pour porter la bonne parole, orale ou imprimée. Cette pratique se répand ; elle n'a rien, évidemment, de décisif, mais, comme les précédentes et les suivantes, elle apportera sa contribution à l'édifice, elle est tout à fait dans la ligne de l'Etat « ouvrier et paysan », puisqu'elle tend à élever l'initiative des masses.

J'ai dit que l'Etat réparera seulement « en partie » le mal. En effet, l'impôt, même simplifié, semblera encore lourd au paysan parce qu'avec sa récolte, il ne peut acheter autant de produits manufacturés qu'autrefois. La production agricole a diminué d'un quart, la production industrielle de trois quarts : d'où une rupture de l'équilibre ancien des prix. De là, les « économistes », les directeurs « rouges » de trusts ou d'entreprises concluent justement qu'il faut réduire les frais de fabrication ; mais certains pensent avant tout à rogner sur les salaires ou sur le Code du Travail. D'où, à côté du problème paysan, un problème ouvrier et industriel.

Les ouvriers, à l'encontre des paysans, sont satisfaits. Ils ne sont absolument touchés par aucun impôt direct. Le système des contrats collectifs, conclus entre les syndicats et les administrations, l'évaluation de salaires en unités fermes et leur

relèvement, ont sensiblement amélioré leur sort. Le salaire est compté en roubles-marchandises, c'est-à-dire par rapport à un certain ensemble de denrées alimentaires et de produits de première nécessité qu'on pouvait avoir avec 1 rouble en 1913. Il a atteint en moyenne, quoique avec de grandes variations selon les branches (plus dans l'alimentation, le cuir, le textile, le livre, touchant de près le marché, moins dans la métallurgie, le sous-sol), environ 50 à 60 % d'avant-guerre. Le but actuel est de le maintenir à ce niveau. A ceux qui disent que les salaires pèsent trop lourdement sur la production, Larine répond qu'ils sont encore relativement inférieurs au rendement individuel, puisque celui-ci a atteint ou presque, dans bien des cas, celui de 1913. Les « professionnalistes » sont naturellement du même avis.

Le problème ne peut trouver sa vraie solution que dans un sensible relèvement de la production, obtenu par l'ouverture de crédits, le renouvellement de l'outillage, etc. Néanmoins, une solution partielle doit être obtenue par une meilleure organisation : concentration, suppression d'organes inutiles, surtout réfrènement du courtage et de la commission qui avaient pris une extension malsaine. Un décret interdit déjà sévèrement aux usines et trusts d'Etat d'avoir recours à des intermédiaires dans leurs relations d'affaires avec d'autres entreprises d'Etat. S'il est strictement appliqué, il procurera de colossales économies. Une révision de la liste des trusts est à l'étude. En général, on accentuera l'économie sur la machine bureaucratique : une nouvelle réduction de 25 % sur son personnel est ordonnée. Déjà, résultat qui n'a pas encore été obtenu dans les autres pays, l'effectif des employés de chemins de fer a été ramené à celui d'avant-guerre ou même moins.

Mais, dans ce domaine, la grande idée a été lancée par Lénine dans deux articles publiés juste avant sa rechute : instituer un contrôle tout-puissant, incorruptible et vraiment pratique ; pour cela, remplacer le Commissariat de l'Inspection Ouvrière et Paysanne, reproduction bureaucratique et sans utilité, malgré son nom, de l'ancien ministère tsariste du Contrôle, par la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste, augmentée de quelques centaines de communistes irréprochables à tous points de vue, et comme pureté et comme talent d'organisation. Par eux, dit Lénine, l'esprit vivifiant du Parti pénétrera directement et constamment dans l'administration, rectifiera les déviations professionnelles, exterminera les mauvaises survivances d'ancien régime. Le prochain Congrès aura justement à se prononcer sur ce projet et à lui donner des contours précis.

A ceux qui trouveraient ce remède hors de proportion avec le problème à résoudre, il faut répondre que la panacée n'existe pas. La République Soviétique n'est pas un Etat de routine cherchant, comme la démocratie suisse par exemple, à ne verser ni à droite ni à gauche ou, comme la ploutocratie militariste de Poincaré, à retarder le plus possible son effondrement. Elle a un but connu, mais encore inexploré, qui exige la collaboration de la masse entière de ses travailleurs, qui pose chaque jour des problèmes nouveaux, qui ne se laisse approcher que par tâtonnements. Tant que, dans le cadre hideux de la « NEP », c'est-à-dire du capitalisme renaissant, mais réfréné, il y a activité des ouvriers et des paysans, tant que l'horizon est libre devant eux pour poursuivre leur route vers le but qu'ils connaissent, ce but sera atteint. Quant aux difficultés énoncées plus haut, elles sont publiées partout, nul ne s'en effraye, car de longtemps encore, on le sait, vivre signifiera lutter.

Pierre PASCAL.

Réflexions sur le projet de Boukharine

Ces « réflexions » n'engagent la responsabilité ni de l'Internationale ni du P. C. français. Elles sont personnelles, comme l'étaient au Congrès de Moscou les suggestions de Boukharine, auxquelles elles répondent ou qu'elles précisent. Elles sont destinées seulement à amorcer une discussion qui doit se poursuivre aussi franche et aussi large que possible dans nos organisations. — J. H.-D.

La question du programme

La question d'un programme de l'Internationale Communiste a été abordée pour la première fois au 4^e Congrès mondial. Boukharine, Thalheimer, Kabakchieff ont posé le problème et en ont montré toute l'immense étendue, mais il apparut aussitôt à tous que la question était bien loin d'être mûre pour une discussion féconde et surtout pour une solution quelconque au 4^e Congrès. C'est à l'unanimité qu'elle fut renvoyée à plus tard.

Le 4^e Congrès n'a donc rien adopté ; il n'a fait qu'ébaucher rapidement un premier travail encore très sommaire. Il a simplement posé la question qui reste ouverte et qui sollicite l'effort et le travail de toutes les sections de l'Internationale et de tous les militants.

Le programme devra aborder une foule de questions que les événements de ces dernières années et plus particulièrement les expériences multiples et riches de la Révolution et des luttes révolutionnaires du prolétariat mondial ont posées à la pensée socialiste et éclairées d'un jour nouveau.

La notion et le rôle de la dictature et de l'Etat prolétariens, la politique économique de transition, les problèmes de la défense de la Révolution (police et armée rouges), les relations entre un Etat socialiste et le monde bourgeois, voilà quelques-unes de ces questions posées par la lutte et l'expérience de ces dernières années.

Parmi ces problèmes, Boukharine a abordé une question particulièrement intéressante et délicate : la défense nationale, le rôle de l'armée rouge et de l'Etat prolétarien dans la vie, politique internationale et le processus révolutionnaire mondial.

Boukharine a soulevé cette question, non dans l'intention de l'approfondir et de la résoudre, mais « en passant », en effleurant, en signalant le problème. Il a commis, à mon avis, une faute, en abordant un tel problème sans exprimer clairement toute sa pensée, sans la préciser par des exemples appropriés. Même dans un Congrès international, il y a des ennemis du communisme qui sont à l'affût des scandales et des potins. Les adversaires de l'Internationale se sont emparés de ce passage du discours de Boukharine pour amener l'opinion ouvrière de France et l'opinion publique internationale contre le communisme et la Révolution russe. Ils ont alimenté la presse bourgeoise et dissidente en présentant la pensée de Boukharine d'une façon tout à fait tendancieuse et souvent fautive. Ils ont ainsi réussi à faire emprisonner les meilleurs militants du Parti et de la C.G.T.U. par Poincaré. Mais ils n'ont pas réussi à enlever au prolétariat de France sa confiance dans l'Internationale Communiste et la Révolution russe.

Puisque cette question est posée par nos adversaires, abordons-la et discutons-la.

Citons d'abord, d'après le compte rendu sténographique, la pensée de Boukharine pour la dégauger des déformations qu'elle a subies dans la polémique :

Le deuxième problème tactique est celui de la défense nationale. Ce problème de la défense nationale, qui, pour nous autres communistes, était tout à fait clair au commencement de la guerre, puisqu'il comportait la négation pure et simple de la défense nationale, se pose actuellement de façon un peu différente, et plus compliquée. La plus grande complication vient de ce que nous nous trouvons en présence d'une dictature prolétarienne, et que, bien entendu, l'existence d'un Etat prolétarien modifie aussitôt l'ensemble de la situation. En général, il faut que nous autres marxistes et dialecticiens, nous tenions largement compte de semblables modifications...

... Il est clair que « pays prolétarien » signifie « Etat prolétarien » (car, dans toutes ces questions, le mot « pays » est synonyme du mot « Etat », avec telle ou telle caractéristique de classe). Lorsque la bourgeoisie parle de défendre le « pays », elle sous-entend la défense de l'appareil administratif bourgeois, et lorsque nous parlons de défendre le « pays », nous sous-entendons la défense de l'Etat prolétarien. Aussi, faut-il, dans notre programme, poser clairement que l'Etat prolétarien peut et doit être défendu, non seulement par le prolétariat du pays en question, mais aussi par le prolétariat de tous les autres pays. Voilà l'élément nouveau qui s'est introduit dans la question depuis 1914.

La deuxième question est de savoir si les Etats prolétariens, se conformant à la stratégie de l'ensemble du prolétariat, doivent ou non faire bloc militaire avec les Etats bourgeois. En principe, il n'y a aucune différence entre un emprunt et une alliance militaire avec tel ou tel gouvernement bourgeois afin de pouvoir, avec l'aide des Etats bourgeois, renverser une autre bourgeoisie. Vous pouvez facilement vous figurer ce qui arrivera plus tard, après un changement dans le rapport des forces en présence. C'est là une question de pure opportunité stratégique et tactique. Elle doit être clairement posée dans le programme.

A supposer qu'une alliance militaire ait été conclue avec un Etat bourgeois, le devoir des camarades de chaque pays consiste à contribuer à la victoire du bloc des deux alliés. Si, dans une même phase, la bourgeoisie de cet Etat est vaincue, un autre problème surgit que je n'ai pas à vous esquisser ici, mais, que vous comprendrez aisément.

Un autre point de tactique à mentionner est le droit à l'intervention rouge. A mon avis, c'est la pierre de touche de tous les Partis Communistes. Tout le monde parle de « militarisme rouge ». Il faut que nous affirmions, dans notre programme, le droit de tout Etat prolétarien à l'intervention. Nous lisons, dans le Manifeste communiste, que le prolétariat doit conquérir le monde. Eh bien, on ne peut pas y arriver avec le petit doigt, on ne peut y arriver qu'à l'aide des baïonnettes et des fusils. Aussi, l'extension du système sur lequel est basée toute armée rouge est en même temps l'extension du socialisme, du pouvoir prolétarien, de la révolution. Aussi a-t-on le droit de recourir à l'intervention rouge, sous certaines conditions purement techniques, qui rendent sa réalisation possible.

Boukharine a donc posé trois questions bien distinctes :

1^o Le droit et le devoir pour un Etat prolétarien de se défendre ;

2° Le droit d'intervention de l'armée rouge dans le processus révolutionnaire international ;

3° Le droit pour l'Etat prolétarien de conclure des alliances militaires avec les Etats bourgeois « en se conformant à la stratégie de l'ensemble du prolétariat », afin de pouvoir, avec l'aide des Etats bourgeois renverser une autre bourgeoisie ».

Nous examinerons ces trois questions, mais il me paraît utile avant de les aborder de fixer notre pensée sur le problème du pacifisme et de la guerre impérialiste. Nos adversaires socialdémocrates exploitent en effet contre le communisme les sentiments pacifistes et l'antimilitarisme, que nous avons pendant la guerre contribué à répandre dans les masses ouvrières.

Ceux qui, hier, trahissaient la classe ouvrière en la poussant à la guerre aux côtés et au profit de la bourgeoisie, et qui aujourd'hui encore n'ont pas abandonné le principe de la défense nationale, dénoncent le militarisme rouge, l'impérialisme russe, le communisme de guerre !

Notre pacifisme et le leur

Sommes-nous pacifistes ? Il faut, avant de répondre, définir ce qu'on entend par pacifisme. Si c'est ce mouvement qui tend à émasculer le prolétariat en lui prêchant l'horreur de la violence, qui spéculé sur la haine de la guerre et du militarisme, vivace au cœur du peuple ouvrier après les misères et les souffrances de la guerre, pour endormir la révolte des victimes et désarmer leur bras vengeur ; si c'est le bèlement de ceux qui se lamentent de voir le monde victime de la violence et qui croient vaincre le mal en rêvant une société fraternelle des hommes et des peuples ; si le pacifisme, c'est le patois de Chanaan et le charabia des croyants de la Société des Nations ou des disciples de Tolstoï et de Wilson, nous répondons carrément : nous ne sommes pas pacifistes. Parce que ce pacifisme est une rêverie dangereuse, une narcose pour la classe ouvrière. En définitive, nous le démontrerons, il contribue à entretenir la guerre.

Nous sommes les adversaires de ce pacifisme de sacristie, parce que nous sommes des pacifistes qui entendent faire de la paix, non un rêve, mais une réalité et qui savent qu'il ne suffit pas de bêler : paix ! paix ! amour ! amour ! et de lever les yeux au ciel pour que cessent les armements et que disparaissent les armées et les guerres.

Notre idéal, notre volonté, le but final de notre effort et de nos luttes, c'est la disparition des armées et des guerres, c'est la création d'une société fraternelle d'où toute violence sera bannie, parce que toute injustice et toute exploitation auront cessé.

Mais, pour abolir la violence et les guerres, il ne suffit ni de bonnes paroles, ni d'articles émollients : il faut faire disparaître ce qui engendre la violence et la guerre : le régime capitaliste. Pour suivre la réalisation du pacifisme et de la fraternité sur la base économique du capitalisme, c'est l'entreprise la plus folle et la plus stérile qui puisse être. Prêcher le désarmement aux travailleurs, tandis que la bourgeoisie reste armée, c'est trahir le prolétariat et le livrer sans défense à la violence et à l'exploitation capitalistes.

Le capitalisme engendre fatalement la guerre, parce qu'il repose entièrement sur la concurrence, c'est-à-dire la lutte, la bataille de tous contre tous. C'est la guerre du haut en bas de l'échelle sociale : concurrence entre ouvriers sur le marché du travail, lutte entre l'homme et la femme pour les salaires, lutte pour la vie de chacun contre tous, concurrence entre travailleurs, entre producteurs, entre commerçants ; lutte entre employeurs et em-

ployés, entre consommateurs et producteurs, entre paysans et citadins...

Mais c'est surtout la lutte pour le profit qui, fatalement dresse les uns contre les autres les Etats modernes devenus les agents d'exécution des grands trusts financiers, industriels et commerciaux, qui se disputent l'exploitation du marché mondial et la répartition des débouchés. Cette soif de profits, insatiable et aveugle, qui est le moteur de tout le système capitaliste et de sa politique, développe la volonté d'expansion, la nécessité de conquérir de nouveaux territoires à exploiter. C'est l'impérialisme qui est la caractéristique de cette phase de haut développement du capitalisme, l'impérialisme qui assujettit les colonies et les peuples faibles, mais qui entraîne aussi dans son orbite économique et financier les petites nations indépendantes, incapables de vivre au lieu des antagonismes des grands impérialismes si elles ne deviennent point les vassales économiques sinon politiques, des grandes puissances.

La défense nationale est un mythe et un mensonge, parce que la « nation », représentant et défendant les intérêts de tout un peuple, de toutes les classes de la population n'existe point. La nation, l'Etat moderne sont l'expression et l'organisation politiques des intérêts de l'industrie, de la finance et du commerce. La police et l'armée sont destinées à maintenir l'exploitation de la classe ouvrière à l'intérieur, des colonies au dehors, et à tenir en respect les appétits de l'impérialisme voisin. L'Etat est la propriété d'une classe, de la classe capitaliste ; l'exercice de la démocratie n'est qu'une duperie de plus destinée à voiler cette dictature de classe. Par l'école, l'église et la presse, la bourgeoisie forme, comme elle l'entend, l'opinion de ses esclaves. Le suffrage universel n'est pas la libre expression de l'opinion de la majorité du peuple. Cette majorité est formée à coups de millions, elle est achetée à la grande presse. Du reste, quand le système démocratique, malgré sa duperie, commence à menacer ses privilèges, la bourgeoisie jette le masque et recourt à la plus brutale dictature policière et militaire pour maintenir ses privilèges.

Lorsque les intérêts des grandes puissances impérialistes se heurtent sur un point quelconque du monde — et ce heurt est le résultat fatal et quotidien de leur concurrence — on marchandé d'abord, on cherche à s'entendre, à partager les profits ou à unir les intérêts ; c'est la guerre des diplomates, qui n'est que le prélude des autres guerres : celle des militaires, agents nécessaires de l'impérialisme. Le militarisme, ce vampire des budgets, n'est pas une maladie honteuse du régime qui pourrait en guérir. Il est le fatal et nécessaire produit de l'impérialisme, qui n'est lui-même que la forme la plus développée du capitalisme ; la guerre est l'unique moyen de trancher ces formidables conflits d'intérêts quand la diplomatie a constaté son impuissance. La force a le dernier mot où la raison a échoué.

Il ne peut y avoir, même pour les petites nations capitalistes, de guerre de défense nationale : il n'y a que des guerres de défense capitaliste. Seule, l'insurrection des peuples coloniaux pour secouer le joug de l'impérialisme peut être considérée comme une guerre de défense, encore qu'elle soit faite souvent au profit des capitalistes exploités indigènes ou d'un autre impérialisme.

Pour nous, communistes, il ne peut donc y avoir de défense nationale en régime capitaliste. C'est là un principe sur lequel aucun de nos Congrès ne pourra revenir. A l'égard de la guerre impérialiste et du militarisme, notre attitude est nette : nous opposer à la guerre de toutes nos forces et

par tous les moyens, et si, malgré nos efforts, elle éclate, continuer et intensifier notre opposition pour la faire cesser, tous dressés contre notre impérialisme, contre notre militarisme, contre notre bourgeoisie.

Mais une attitude purement négative ne suffit point. Pour vaincre définitivement le militarisme, pour détruire la guerre, il faut renverser le régime capitaliste qui les produit, il faut travailler à la révolution prolétarienne.

Cette double tâche d'opposition à la guerre et de lutte révolutionnaire était déjà fixée par la résolution du Congrès Socialiste international de Stuttgart en 1907. La résolution primitive de Bebel, qui fut prise pour base de discussion par la commission ne mentionnait que la tâche négative d'opposition à la guerre ; c'est Lénine, Rosa Luxembourg et... Martov qui proposèrent à la commission de modifier la fin de la résolution et de préciser en particulier la tâche révolutionnaire. C'est leur texte presque intégral qui fut voté par le Congrès. Rappelons-le :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre, pour la faire cesser promptement, et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.

Cette double tâche fut précisée encore pendant la guerre par le mouvement zimmerwaldien, qui fut l'embryon de la 3^e Internationale. Zimmerwald ne fut, au début, que la protestation contre la guerre, mais sous l'action de la gauche zimmerwaldienne, qui réunissait déjà le noyau qui forma plus tard l'Internationale Communiste : Lénine, Zinoviev, Radek, Roland Holst, les tribunistes hollandais, les spartakistes, etc., le mouvement zimmerwaldien finit par prendre position contre le pacifisme tolstoïen et wilsonien, pour l'action révolutionnaire du prolétariat contre le régime capitaliste lui-même.

A la première conférence de Zimmerwald, en 1915, la gauche zimmerwaldienne avait présenté un projet de résolution qui ne fut pas adopté, mais qui contenait notre doctrine révolutionnaire :

Guerre civile et non pas union sacrée, voilà notre devise. Contrairement à l'illusion qu'on crée en admettant qu'il est possible de créer les bases d'une paix durable, le commencement du désarmement par les décisions des gouvernements ou des diplomates. Les social-démocrates ont le devoir de toujours répéter aux masses que ce n'est que la révolution qui pourra réaliser la paix durable et la libération de l'humanité.

A la deuxième conférence zimmerwaldienne de Kienthal, en 1916, la gauche faisait admettre, dans une forme un peu atténuée, ces principes fondamentaux de notre action contre la guerre et le militarisme. Zinoviev écrivait, en avril 1916, après la conférence de Kienthal, dans le numéro 2 du *Vorbote*, la revue de la gauche zimmerwaldienne :

La deuxième conférence de Zimmerwald sera politiquement et historiquement un pas en avant sur la voie de la 3^e Internationale. La 3^e Internationale doit venir, elle viendra. La lutte révolutionnaire des masses la créera.

La 3^e Internationale est venue et elle ne répudie point le travail fait par la gauche de Zimmerwald. Au moment où les faux pacifistes social-patriotes,

qui nous accusent de militarisme, font appel à la Société des Nations contre la guerre qui menace, il n'est pas inutile de rappeler la tâche des communistes. Nous sommes pacifistes et antimilitaristes, mais pas à la mode de Renaudel, de Wilson ou de Tolstoï. Nous pensons que, seule, la disparition du régime qui engendre la guerre et l'instauration d'un régime économique communiste tueront la guerre, le militarisme et l'impérialisme.

Notre attitude a été pendant la guerre et demeure : contre la guerre impérialiste, pour la guerre de classes !

Et cela nous sépare des pacifistes, social-démocrates et tolstoïens.

Les social-démocrates, qui admettent encore le principe de la défense nationale, qui n'ont donc pas encore analysé le caractère impérialiste et capitaliste de la guerre et qui sont prêts, comme en 1914, à défendre la patrie de leurs capitalistes, n'admettent, en fait, aucun des termes de notre mot d'ordre. *Ils sont pour la guerre impérialiste, parce qu'ils sont contre la guerre civile des classes, pour la collaboration et la paix des classes.* Assurément, ils parlent contre la guerre, ils la redoutent, ils s'opposent même en paroles à la politique de guerre ; mais nous les avons vus à l'œuvre, en 1914 : leurs actes démentent leurs paroles. La guerre venue, ils sont les apôtres de l'union sacrée avec leur bourgeoisie pour la défense du pays ; ils votent les crédits de guerre et hurlent à la mort avec les nationalistes. Ils sont pour la guerre, non comme les impérialistes qui y sont directement intéressés, qui la préparent et y sont de toutes leurs forces, mais comme les valets de l'impérialisme qui plient l'échine devant le maître et font sa besogne pour un maigre pot-de-vin. Sans doute aussi ils ne rejettent pas encore la lutte de classes, ils en répètent la formule comme les croyants redisent les formules de fraternité de leur évangile. Ça fait partie de leur catéchisme de leur dogme socialiste. Mais leurs actes encore démentent leur théorie. Ils pratiquent, en réalité, *la paix des classes.* La lutte de classes mène à la guerre civile et ils la redoutent ; coûte que coûte, ils veulent l'éviter. Il est inutile de le démontrer pour les chefs de la 2^e Internationale : Vandervelde, Branting, Ebert ; les Thomas, Renaudel et Jouhaux ont donné assez de preuves de leur entente avec la bourgeoisie. Plus instructive est l'attitude d'anciens zimmerwaldiens, autrefois intransigeants et révolutionnaires, que les événements de ces dernières années ont orientés dans la voie du réformisme le plus collaborationniste. Citons, pour illustrer cette mentalité, un article de Charles Naine, ex-membre de la commission centrale de Zimmerwald. Dans l'*Almanach Socialiste* de 1923, il écrit, sous le titre : *Orientation après la tourmente* :

Si la catastrophe de 1914 a montré à tous l'interdépendance étroite des peuples, elle a fait voir aussi l'interdépendance des classes... Il y a 130 ans encore, une classe pouvait en supprimer purement et simplement une autre sans être elle-même en péril. L'humanité n'existait pas encore. Maintenant elle est fondue, elle fait bloc comme peuples et bloc comme classes...

Après avoir ainsi établi la dépendance et la solidarité des classes, il étudie les nouveaux moyens d'action du prolétariat :

Rechercher tout ce qui unit, écarter tout ce qui divise sans préjugés de races, de classes, d'éducation ou de religion. Ne pas mener une lutte de classes qui élargit le fossé, mais une lutte de classes qui le comble en y jetant les institutions et les habitudes iniques.

— C'est ce que nous avons toujours fait, me diront les camarades.

— Oui, sans doute, il y a cependant de fortes

nuances dans la manière, selon qu'on a l'idée de jeter son adversaire par la fenêtre ou qu'on sait qu'il faudra vivre, coûte que coûte avec lui.

Quand on veut vivre coûte que coûte avec les capitalistes, il faut nécessairement leur faire beaucoup de concessions ; ce n'est pas eux qui en feront volontiers pour le plaisir de combler le fossé qui les sépare des social-démocrates. Ils savent bien que, engagés dans cette voie, les réformistes combleront eux-mêmes le fossé en y jetant les intérêts des travailleurs et les principes socialistes. Cette volonté d'éviter la guerre civile à tout prix, « de ne pas jeter son adversaire par la fenêtre », pousse les réformistes toujours plus avant dans la voie de la collaboration de classes en temps de paix comme en temps de guerre. La faillite socialiste de 1914, due à la pratique de la paix des classes, n'a nullement ouvert les yeux des réformistes, au contraire : cette collaboration, conduisant à la trahison, était en partie inconsciente en 1914, elle est devenue aujourd'hui pleinement consciente et voulue. En face des expériences de la Révolution russe, les réformistes ont eu le triste courage de dire : « Nous ne sommes pas des révolutionnaires, nous ne voulons pas combattre la bourgeoisie les armes à la main, nous voulons collaborer avec elle à son expropriation » et ils travaillaient avec elle... à l'expropriation des travailleurs ! C'est dans tous les pays que les partis de la 2^e Internationale et de l'Union de Vienne envisagent leur participation au gouvernement bourgeois quand ils ne l'ont pas déjà réalisée. Là où ce collaborationisme ne peut trouver actuellement la forme gouvernementale, il prend la forme du bloc électoral avec la bourgeoisie dite « de gauche ». Pour les partis réformistes, le collaborationisme gouvernemental n'est plus une question de principe mais d'opportunité ! Cette collaboration des classes trouve son expression la plus typique dans le Bureau international du Travail, et il n'est pas étonnant du tout que les propositions de front unique ouvrier de l'Internationale Communiste, de ses sections et des conseils d'usines, se heurtent à un refus systématique des réformistes. Ils préfèrent à la lutte ouvrière le recours à ce monument d'impuissance qu'est la Société des Nations, instrument docile de l'impérialisme franco-anglais ; ils ne veulent plus lutter, ils préfèrent parlementer et s'entendre avec le capitalisme. Toute cette attitude du socialisme réformiste est cohérente et logiquement inspirée du principe fondamental de la paix et de la collaboration des classes. En temps de paix ce principe se traduit par la trahison de plus en plus caractérisée des grèves et en général de tout mouvement de lutte directe de la classe ouvrière : en temps de guerre, malgré leurs palabres pacifistes, par l'union sacrée et la trahison de l'internationalisme ouvrier. Les réformistes sont pour la paix des classes et c'est pourquoi ils aboutissent à l'union sacrée dans la guerre, nous sommes, nous, pour la guerre des classes en temps de guerre comme en temps de paix ; c'est parce que nous sommes pour la guerre civile que nous sommes contre la guerre impérialiste.

Nous nous séparons aussi nettement des faux pacifistes tolstoïens, très belles natures, souvent profondément sincères dans leur haine de la guerre, mais doux rêveurs qui pratiquent la morale évangélique : quand on te frappe sur la joue droite, présente aussi l'autre ! « C'est une morale trop étrangère à la vie et aux luttes du prolétariat pour qu'elle ait jamais prise sur les masses. Aucun ouvrier ne s'aviserait de répondre au patron qui lui annonce une baisse de salaire : « Vous voulez réduire de 10 %, réduisez, je vous prie, de 20 %, vous m'avez pris ma chemise, prenez encore mon pantalon ! » La propagande pacifiste des tolstoïens est

cependant un danger parce que leur opposition absolue à la guerre les a rendus sympathiques à ceux qui se détournent avec dégoût du socialisme de guerre. Leur propagande contre la violence, appuyée par l'acte du refus de servir a trouvé un écho dans certains milieux prolétariens. Analysons brièvement leur théorie. Je le fais d'autant plus volontiers que, pendant les premières années de guerre, j'ai partagé et propagé quelques-unes de leurs erreurs, jusqu'au moment où les expériences faites par le mouvement des réfractaires et la révolution russe n'ont démontré la fausseté du point de vue tolstoïen.

La grande erreur des tolstoïens, celle qui frappe de stérilité leur action contre la guerre et la rend dangereuse pour le pacifisme lui-même, c'est de faire de la guerre une question de morale dont la solution est individuelle et d'en ignorer les origines sociales et économiques qui nécessitent une solution sociale et collective. Pour combattre un mal avec succès il faut en analyser les causes. C'est parce que leur diagnostic est complètement erroné que les remèdes que préconisent les tolstoïens sont inopérants et entravent même la guérison. Ils n'admettent pas comme nous que la guerre est un produit inévitable du régime capitaliste et ils rejettent par conséquent notre conclusion : le seul moyen efficace pour détruire la guerre est la destruction du régime qui l'engendre. Ils prêchent aux individus la non-violence, la non-résistance, le refus de servir. Mais ce n'est pas parce que quelques centaines ou quelques milliers d'hommes, certainement bien intentionnés, se feront fusiller ou emprisonner pour se soustraire à l'œuvre de violence que la guerre sera vaincue. A côté des quelques milliers qui peuvent agir, qui ont la liberté sociale et la force morale de le faire, il en est des millions qui sont profondément convaincus que la guerre est un mal terrible, qui voudraient s'y soustraire, mais qui socialement ne le peuvent pas. La société est infiniment plus forte que leur conscience révoltée, prisonnière des nécessités sociales et économiques. C'est la constatation que j'ai dû faire en toute sincérité pendant mes années de propagande antimilitariste en faveur du refus de servir. C'est une tactique qui ne peut être suivie que par une petite élite mais qui ne peut devenir un mouvement de masse. Dès lors elle ne peut rien contre la guerre et le militarisme, sinon élever la protestation de quelques consciences révoltées.

Le pacifisme tolstoïen n'est pas seulement impuissant, il va à l'encontre du but qu'il se propose. Il ne supprime pas la guerre, il contribue à l'entretenir. En développant l'esprit de non-résistance, la passivité, la non-violence, il entrave l'œuvre révolutionnaire qui est seule efficace et nécessairement une œuvre de violence. La violence étant pour les tolstoïens une question de morale qui se pose d'une façon abstraite dans l'absolu, ils condamnent sans distinction toute violence sans tenir compte de son rôle social et historique. Pour eux la violence révolutionnaire qui s'ape à la base le régime générateur de guerre est aussi condamnable que la violence militaire de l'impérialisme qui conquiert de nouveaux débouchés : le geste de révolte des exploités est le même que la brutale répression des exploités !!! Naine, partant de considérations aussi absurdes, mettait, dans la *Sentinelle*, sur un pied d'égalité Lénine et Mussolini, Trotsky et Millerand !

En détournant les hommes qui haïssent la guerre, les travailleurs en particulier, de la violence révolutionnaire, les tolstoïens se font les défenseurs du régime qui produit la guerre, ils perpétuent les causes profondes du mal qu'ils désirent combattre, ils trahissent leur propre cause ! Quand

on envisage le problème de la guerre en se dégageant du mirage des idées abstraites pour prendre la réalité corps à corps, il apparaît aussitôt que ce n'est pas dans l'absolu moral, dans la conscience individuelle qu'on peut le résoudre, mais dans un combat cruel et violent des masses exploitées contre les forces de réaction et de violence. Ces forces ne seront vaincues que sur leur propre terrain, avec les armes dont elles usent elles-mêmes. Entre elles et nous, c'est une question de force, c'est-à-dire de violence. Ni la persuasion, ni l'éducation de la conscience n'auront de prise sur l'impérialisme et le militarisme ; seul, le mouvement révolutionnaire triomphant, triomphant par la force, les brisera. Que serait devenue la révolution russe si elle n'avait pas résisté les armes à la main aux armées contre-révolutionnaires ?

Pacifistes nous le sommes, nous le serons d'autant plus que nous nous préparerons à la violence révolutionnaire, d'autant mieux que nous combattons le faux pacifisme des social-démocrates qui

n'est qu'une duperie grossière et le faux pacifisme des tolstoïens qui est une illusion dangereuse.

Notre tactique antimilitariste, s'inspirant de ces considérations générales, ne sera ni la désertion, ni le refus de servir, mais la pénétration systématique de nos forces dans l'armée pour la gagner aux idées et à l'action révolutionnaires. Les forces ouvrières seront impuissantes et se briseront contre les baïonnettes et les mitrailleuses si elles ne réussissent pas à détacher l'armée de la bourgeoisie qui l'emploie à sa sauvegarde, pour la faire collaborer à l'œuvre révolutionnaire des travailleurs. La grosse majorité des troupes est formée de fils de paysans et d'ouvriers dont les intérêts de classe sont les mêmes que ceux des travailleurs : notre travail antimilitariste doit tendre à faire comprendre cette solidarité de classe aux soldats pour que l'armée elle-même, associée à la classe ouvrière, devienne le grand levier de la seule action antimilitariste et pacifiste qui soit : la révolution sociale.

Berlin, mars 1923. Jules HUMBERT-DROZ.

A propos de l' " Impérialisme "

Dans un raccourci forcément sommaire, Souvarine a ramassé, en quelques paragraphes, à travers les travaux d'Hilferding et de Lénine, la définition de l'impérialisme.

Il est bien évident qu'il s'agit là de l'impérialisme capitaliste.

Ce que Lénine a analysé, ce sont les modes nouveaux selon lesquels s'établit la domination capitaliste dans le monde entier ; c'est l'aptitude croissante du capital financier à se subordonner, non seulement le prolétariat et la classe des travailleurs possédant encore leur instrument de travail, mais encore les autres formes du capital : capital industriel ou commercial.

Rien dans tout ce que dit Souvarine ne prouve qu'on ne puisse, comme marxiste, parler d'impérialisme ouvrier pour exprimer la volonté internationale du prolétariat de dominer la bourgeoisie, tant que n'est pas réalisée la société communiste, sans classes et sans Etat.

Il est bien évident que si l'on commence par identifier la dictature avec la dictature bourgeoise, on ne pourra plus, comme marxiste, parler de la dictature du prolétariat.

De même, si l'on commence par identifier l'Etat avec l'Etat bourgeois, on ne pourra plus, comme marxiste, parler de l'Etat prolétarien.

Avec l'idée abstraite de domination, exprimée par les mots Etat et dictature, s'est combinée la notion du but poursuivi par la classe actuellement dominante : l'exploitation et l'asservissement de travailleurs séparés de leur instrument de travail et prolétarisés.

Ainsi, l'usage a donné aux expressions dictature et Etat un contenu de classe.

Marxistes, guesdistes, bolchevistes, communistes se sont emparés de ces expressions pour en arracher le contenu bourgeois et leur donner un contenu prolétarien qui en bouleverserait le sens.

Au regard des classes antagonistes, que rien ne peut réunir sous l'autorité d'une discipline supérieure

à leurs intérêts irréductiblement opposés, aucune notion ne peut demeurer dans l'abstrait.

Toute notion abstraite prend nécessairement un sens différent selon que c'est la bourgeoisie ou le prolétariat qui s'en empare.

Ce fait est précisément l'une des manières par lesquelles s'exprime la réalité souveraine de la lutte des classes.

Dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat. Etat capitaliste et Etat prolétarien, armée bourgeoise et armée rouge, toutes ces choses sont entre elles comme le jour et la nuit.

Le jour et la nuit n'ont rien de commun dans le réel. Ils n'ont de commun, selon la physique moderne, que l'éther, abstraction scientifique, fluide impondérable, ébranlé quand il y a lumière, immobile quand il y a obscurité.

Dire que parler d'impérialisme ouvrier n'est pas marxiste, parce que Lénine a analysé l'impérialisme capitaliste, c'est dire qu'une goutte de quinine est nuisible à la santé, parce que les médecins ont démontré qu'une goutte de strychnine tue.

Etudier les moyens d'établir à l'échelle internationale la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, déterminer les formes de la solidarité des prolétariats dans la lutte commune et le rôle de l'Etat prolétarien dans l'établissement de cette domination, définir les modes selon lesquels celle-ci pourra évoluer pour aboutir à la suppression des classes, tout cela constitue l'une des parties importantes de l'étude du programme de l'Internationale Communiste.

L'impérialisme ouvrier est à l'ordre du jour du V^e Congrès.

Je ne tiens d'ailleurs nullement à cette expression. Je n'ai aucun goût pour les controverses de mots.

Si, pour exprimer la volonté du prolétariat d'établir sa domination sur la bourgeoisie par la pratique de la solidarité de tous les prolétariats, y compris celui de Russie, on trouve une expression meilleure, ce sera tant mieux !

BERTREINT.

Le point de vue de la minorité du P. C. allemand

Au dernier Congrès du P. C. allemand — Leipzig — de vives discussions, très fraternelles, d'ailleurs, ont mis aux prises une majorité et une minorité dite parfois « la gauche ». Nous avons demandé à la camarade Ruth Fischer de bien vouloir exposer ici, le point de vue de la minorité.

I

La tâche présente, consiste, en Allemagne, à gagner les masses au communisme. Sur ce point le parti allemand est unanime.

En dépit de l'aggravation de la situation internationale, les masses laborieuses d'Allemagne sont fatiguées, passives, désespérées. Ayant de la démocratie l'expérience la plus amère, elles n'en sont point dupes. Mais la connaissance des difficultés de la lutte avant et surtout après la conquête du pouvoir politique est souvent aujourd'hui un obstacle au développement de la combativité des masses. C'est justement parce que les masses ouvrières d'Allemagne ont appris dans la lutte quotidienne qu'elles ne peuvent rien obtenir sans mettre à l'ordre du jour la question du pouvoir, qu'elles reculent dès que l'action se rapproche de la guerre civile (grève des cheminots, action Rathenau). La social-démocratie exploite adroitement cet état d'esprit des masses, et sauve souvent sa position en leur laissant entrevoir les conséquences possibles de la lutte.

C'est dans cette situation que le P. C. d'Allemagne agit pour conquérir les masses. Notre parti s'est développé avec difficulté, bien que ses racines plongent profondément dans le terrain de la social-démocratie d'avant-guerre. Il se consolide lentement dans les syndicats et les usines. Comment hâter cette conquête des masses ? La majorité du Congrès de Leipzig nous répond :

« Dans la démocratie sans démocrates, dans la République sans républicains nous devons être ce que les démocrates ne sont pas. » (Brandler.)

Cette conception se fait mieux jour encore dans un article du même camarade Brandler (*l'Internationale*, n° 1, 1923). Nous ne pouvons gagner les masses, y est-il dit que « si nous savons nous rapprocher de la conception des ouvriers de condition élevée, qu'il est possible de placer au service de la lutte des classes prolétariennes, l'Etat et le pouvoir politi-

que acquis par la voie parlementaire ».

De cette conception de la tactique du front uni résulte par voie de conséquence la conception du gouvernement ouvrier restant dans le cadre de l'Etat bourgeois. Dans les thèses adoptées par la majorité du Congrès de Leipzig, il est dit :

« Le gouvernement ouvrier, n'est ni la dictature du prolétariat, ni l'action parlementaire paisible y conduisant ; il constitue un essai de la classe ouvrière de faire une politique ouvrière dans le cadre *et d'abord avec les moyens de la démocratie bourgeoise* appuyée sur les organes prolétariens et les mouvements de masses prolétariennes ; tandis que la dictature du prolétariat brise sciemment le cadre de la démocratie, l'appareil démocratique, pour y substituer des organes de classe. »

Ces thèses sont explicites et contiennent force garanties de la combativité du gouvernement ouvrier. Mais la formule « un essai de politique ouvrière dans le cadre de la démocratie bourgeoise » n'en perd rien de sa valeur. C'est le point décisif. Otto Bauer exprime clairement la même conception dans un article intitulé *Gouvernement de Coalition et Lutte des classes* paru le 3 janvier 1922 dans la *Freiheit*. Nous y lisons :

« La racine du crétinisme parlementaire est dans l'illusion qu'on ne peut changer sensiblement par des actions purement parlementaires le pouvoir des classes. En réalité le pouvoir de chaque classe dépend des ressources militaires et économiques dont elle dispose. *Les mêmes formes parlementaires ont des effets différents selon les forces qui les appuient.* »

Le marxiste autrichien déclare que le prolétariat peut conquérir et exercer le pouvoir politique au sein de la démocratie.

Brandler présente des conceptions semblables sous l'aspect d'une tactique réaliste. Talheimer de son côté cite volontiers un proverbe anglais : « On ne goûte le pudding qu'en le mangeant ». Les masses, veut-il dire, s'apercevront bientôt que le plat démocratique est immangeable. Smeral a exprimé les mêmes idées — mais sous une forme interrogative — dans ses articles sur le programme communiste, à la veille du IV^e Congrès de l'I. C.

II

La minorité du parti allemand dont le groupe, au Congrès de Leipzig, auquel participaient 21 délégués, balançait entre 60 et

80 voix, luttait contre cette conception et toutes ses conséquences. La minorité du parti allemand pense que ces opinions sur la tactique du front uni et sur le gouvernement ouvrier ont leurs racines dans la tendance Paul Lévi qui n'a pas encore été complètement liquidée dans le parti allemand par l'exclusion de toute une série de leaders et de fonctionnaires. Pour s'arrêter à la question de tactique, la minorité nie énergiquement que nous puissions gagner les masses en nous liant aux illusions démocratiques. On n'obtient que la confusion chez soi en mettant le masque démocratique. Ce n'est pas parce qu'elles croient à la démocratie mais parce qu'elles craignent une explication avec la bourgeoisie que les masses ne nous suivent pas. Les masses viennent à nous si nous sommes au premier rang dans les luttes quotidiennes et si nous faisons de la propagande communiste et de la politique communiste. Ce qui veut dire, si nous mettons *pratiquement et sans relâche à l'ordre du jour la question du pouvoir*. Si le socialisme national — fasciste — gagne du terrain, le P. C. A. en est coupable par son manque de combativité politique. L'agitation antiparlementaire du socialisme national révèle l'état d'esprit des masses déçues par la « démocratie ». La minorité du parti demande qu' dans la propagande du gouvernement ouvrier, celui-ci soit présenté comme une étape de la lutte pour le pouvoir. Le gouvernement ouvrier doit sortir sciemment du cadre de la démocratie et s'appuyer sur des organes prolétariens parce qu'il ne peut vivre que si les masses prolétariennes prennent les armes comme elles l'ont fait en novembre 1918 et lors du coup de force de Kapp. Un gouvernement ouvrier révolutionnaire est possible si les masses ouvrières veulent s'emparer du pouvoir. Et il est le commencement de la lutte pour la dictature, le commencement de la guerre civile. Une propagande pour le « gouvernement ouvrier » qui ne pose pas les questions des conséquences de la lutte pour le pouvoir n'est que phraséologie. Ou bien il faut concevoir le gouvernement ouvrier comme un gouvernement de coalition social-démocrate et communiste, dans le cadre de la Constitution bourgeoise démocratique, et alors se posera bien vite, théoriquement et pratiquement, la question : gouvernement de coalition et lutte de classe ?

Le plus grand danger de cette tactique consiste dans ses effets sur notre parti. Le caractère opiniâtre de la lutte pour le pouvoir en Allemagne et les grands devoirs imposés par la Révolution internationale ont désorienté chez nous bien des éléments hésitants, surtout de vieux fonctionnaires des syndicats et des organisations ouvrières profondément imprégnés d'esprit démocratique. La liaison tactique avec les « illusions démocratiques » devient pour eux révision du communisme, révision de l'idée d'Etat communiste : et le gouvernement ouvrier n'est plus le commence-

ment de la guerre des classes mais un but en soi, puisque une coalition social-démocrate et communiste peut, la pression des masses prolétariennes aidant, en faire un instrument de politique ouvrière. Le parti social-démocrate n'est plus pour eux un parti ennemi contre-révolutionnaire, ni un obstacle à surmonter pour gagner les masses et soutenir le combat des classes, mais un grand et puissant parti frère qui a tort sur bien des points, dont la politique est erronée, évidemment, mais que l'on peut amener à soi et amener à se situer dans les rangs du prolétariat militant. Brandier dit à Leipzig :

« Nous devons détacher le parti social-démocrate de la gauche de la bourgeoisie et en faire la droite de la classe ouvrière. »

Cette conception envisage les forces respectives du parti social-démocrate, non pas dans le courant vivant et changeant du développement révolutionnaire, mais comme de grandes forces invariables en général avec lesquelles il faut compter et sans lesquelles il n'est pas possible d'agir. Si la conception démocratique du gouvernement ouvrier signifie une révision de la théorie de l'Etat communiste et avec celle-ci une révision de la conception communiste de la lutte de classes, cette autre théorie de la proportion des forces renverse notre idée du rôle du parti communiste révolutionnaire. Et les militants de la majorité du parti allemand auront beau protester, leurs conceptions doivent conduire bon gré, mal gré à l'élimination des principes communistes.

Ce n'est pas la bonne volonté incontestable des camarades et du groupe en question qui importe, mais bien les circonstances objectives. Des temps plus durs encore peuvent venir, Zinoviev l'a bien dit au IV^e Congrès : « Nous ne consoliderons l'Internationale communiste, nous ne conserverons en elle l'avant-garde du prolétariat que si nous combattons toute espèce d'opportunisme en paroles et en fait ».

Et si la minorité du parti allemand s'oppose avec une si grande énergie aux courants opportunistes qui se font sentir dans le parti, c'est parce que les effets de la tactique du front uni et du gouvernement ouvrier mal comprise et mal fondée sont visibles dans la pratique du communisme allemand. Les communistes allemands seraient bien plus avancés aujourd'hui dans la conquête des masses ouvrières, leur position dans les entreprises et dans les syndicats serait plus solide si le parti savait appliquer la tactique du front uni et du gouvernement ouvrier de façon à ne pas faire reculer à l'arrière-plan la propagande des principes communistes. L'opposition continuera donc son action — en observant la plus stricte discipline — pour que notre parti se présente en toute clarté aux masses ouvrières d'Allemagne comme un *Parti Communiste authentique*.

Ruth FISCHER.

La Conférence de Francfort

Quatrième Journée (20 Mars)

Au début de la séance une délégation des cheminots de Francfort est reçue. 100.000 grévistes de la Moselle et de la Sarre envoient à la conférence leur salut fraternel. La conférence ovationne une délégation de 5 camarades qui vient d'arriver de France.

Des télégrammes sont reçus de Stettin, de Suède, des mineurs grévistes de la Haute-Silésie, des travailleurs de Hanau, de Hedderheim, et de divers autres endroits. Les sans-travail de Francfort déclarent être résolus à soutenir de tout leur pouvoir les décisions de la conférence.

Rapport de la Commission des mandats

Grothe présente le rapport de la Commission des mandats, 243 délégués sont présents dont 50 étrangers : 10 français, 2 anglais, 9 hollandais, 3 italiens, 3 tchéco-slovaques, 1 autrichien, 2 polonais, 1 suisse, 1 bulgare, 1 hindou, 6 russes. Sont, en outre, représentés chacun par 1 délégué : l'I.S.R., le Comité de Propagande de l'I.S.R., le Comité provisoire d'action antifasciste, le Secours Ouvrier International. La Sarre a envoyé 2 délégués, les Comités d'Usines d'Allemagne 33, leur Comité Central 2, les Commissions Ouvrières de Contrôle 8, le Parti Communiste allemand 10 (du Comité Central) et 22 des provinces, 22 délégués représentent des syndicats, 8 l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels, 50 sont désignés par diverses entreprises. Au point de vue politique les délégués se répartissent comme suit : 9 socialdémocrates unifiés, 17 socialdémocrates indépendants, 2 sans-parti, les autres communistes.

Lenoir

Lenoir, délégué français, est l'objet d'une manifestation de sympathie. Il salue la conférence au nom du Parti Communiste français.

Clara Zetkin

L'occupation de la Ruhr a augmenté le danger fasciste qui menace tous les ouvriers sans distinction, socialdémocrates ou communistes. Le fascisme ne signifie pas seulement un danger de guerre mondiale nouvelle, d'une guerre qui serait plus vaste et plus barbare encore que la précédente. Le fascisme divise le prolétariat et l'empoisonne de nationalisme : de sorte que la seule force sociale capable de vaincre le Comité des Forges français et les magnats du charbon allemands et la finance internationale est menacée de destruction.

Pour vaincre le fascisme, il importe d'en bien saisir le caractère. Certains camarades l'ont vite jugé en en faisant un synonyme de « terreur blanche ». En dépit de la grande ressemblance de la terreur blanche exercée par un Hortfy et du fascisme, il s'agit de phénomènes différents.

La terreur blanche en Hongrie y fut la conséquence d'un puissant et glorieux effort des prolétaires hongrois pour renverser le capitalisme et fonder une république soviétiste. Après la défaite de cette révolution, une poignée de hobbreaux et de militaires établirent leur dictature dans un pays essentiellement agraire. Le fascisme, par contre, dans les Etats industriels modernes, s'est incorporé, par un mouvement de masse, de larges couches de petite-bourgeoisie et de petite paysannerie et enfin d'éléments prolétariens.

Le fascisme n'est pourtant que l'expression de la ruine économique du capitalisme et de la dissolution de l'Etat bourgeois.

Comment le fascisme a-t-il pu se développer en un mouvement de masse de façon à remporter la victoire sur le mouvement ouvrier ? Ce n'était possible que par la décomposition de la société bourgeoise. Gens de petite bourgeoisie et intellectuels ont, très nombreux, perdu leurs ressources d'avant-guerre, ils se sont prolétariés. L'économie bourgeoise n'est plus à même de leur assurer une existence même prolétarienne, elle les jette au-dessous du prolétariat, elle en fait un *Lumpenproletariat*. Ajoutons aux éléments indiqués les fonctionnaires et les employés auxquels l'Etat, menacé de faillite, ne peut plus assurer un gain-pain. Il en résulte que les anciens soutiens de l'Etat bourgeois lui deviennent indifférents voire hostiles. Mais sous les drapeaux du fascisme se rassemblent encore un grand nombre de ceux qui firent confiance, autrefois, au socialisme, espérant une amélioration de leur situation de la démocratie socialiste conçue comme un frein aux tendances du grand capital. Les partis réformistes ont déçu cette espérance, les réformes au sein de la société bourgeoise ne peuvent être que le fruit de la *lutte de classe révolutionnaire*. A tous ces éléments se joignent des sans-travail, beaucoup d'officiers de guerre inutiles et misérables. Les organisations deviennent ainsi le *refuge politique des sans-gîte*.

Leur programme politique est conçu en conséquence. L'Etat actuel doit être remplacé par un Etat neutre situé au-dessus des partis et des classes. Le programme fasciste varie non seulement d'un pays à l'autre, mais il est différent dans le même pays. La facile victoire du fascisme en Italie est due au fait que la réaction n'a pas eu besoin d'un ébranlement social aussi profond que celui que la défaite a causé en Allemagne. Mussolini fonda ses premières organisations en mars 1919, avec un programme purement républicain, promettant monts et merveilles à la grande et à la petite-bourgeoisie, aux ouvriers et aux cultivateurs. Un seul point du programme fasciste a été respecté depuis le premier jour : celui qui prescrivait la guerre à la classe ouvrière.

M. Giolitti, dont Mussolini demandait alors la tête, aurait facilement pu venir à bout du fascisme naissant, il préféra le mettre au service de

la bourgeoisie. La contradiction entre le capital industriel et agraire, dont le second veut revenir en arrière tandis que le premier veut bâtir le nouvel Etat industriel moderne, existe dans le parti aujourd'hui encore. La crise économique nous explique pourquoi les organisations fascistes ont pu devenir une puissance depuis mai 1920. A cette époque elles n'obtinrent que 4.000 voix dans leur citadelle de Milan. On estime aujourd'hui à un demi-million le nombre des fascistes ; au moment de la prise du pouvoir on évaluait leurs troupes à 300.000 hommes. Ils ont formé en outre des corporations nationales, organisations économiques, comprenant des ouvriers, des patrons, des techniciens qui répudient la lutte des classes. Malgré la mise en œuvre de tous les moyens de pression, les fascistes n'ont pu grouper ainsi plus d'un demi-million d'ouvriers, nullement convaincus. Mussolini a tenté, d'ailleurs, de corrompre les *syndicats « libres » (réformistes) en leur offrant de participer au pouvoir*. Et l'échec de cette offre honteuse n'est point dû aux dirigeants syndicaux, mais à la résistance des financiers, des industriels, des agrariens fascistes.

La victoire du fascisme n'a été possible que parce que le parti socialiste était incapable de rassembler les masses ouvrières en une force combattive résolue, parce qu'au lieu d'opposer la violence à la violence, il procédait par la persuasion. Le prolétariat de tous les pays apprend de l'exemple italien que *nulle faiblesse, nulle indulgence n'est permise envers le fascisme qui doit être, dès la première minute, frappé avec énergie*.

Le fascisme italien tend déjà ses fils jusqu'en Allemagne. Il a des organisations à Berlin. Les bandes de Hitler transforment la Bavière en un Etat fasciste. Le traitement scandaleux infligé aux prisonniers politiques ouvriers en Allemagne est-il autre chose qu'un aspect du fascisme ? En Bavière le mot d'ordre fasciste est « Mort aux juifs », en Allemagne du Nord le fascisme paraphrase volontiers les programmes révolutionnaires, non sans y ajouter sa forte dose de nationalisme.

Entendons-nous sur cette idéologie nationale. Il est toujours vrai, pour nous, que « le prolétaire n'a pas de patrie », tant que l'exploitation lui ôte tout. Le prolétariat se créera lui-même une patrie en établissant sa domination et en se constituant comme nation.

Venons-en aux mesures pratiques antifascistes. Il faut organiser dans tous les pays des Comités, comprenant des prolétaires de toutes les tendances politiques, en vue de la lutte méthodique contre le fascisme. La première règle est *d'opposer la force à la force*.

L'organisation de centurions dans les usines, celle des comités ouvriers de contrôle pour surveiller et empêcher les transports d'armes et de troupes réactionnaires ; l'armement de la classe ouvrière, ne sont pas mesures uniquement antifascistes, mais excellentes mesures anticapitalistes en général. La bourgeoisie comprend fort bien, l'émoi de sa presse en fait foi, le danger mortel que constitue pour elle l'armement de la classe ouvrière.

Il nous faut un *Comité d'Action International* antifasciste. Ce comité devra recueillir toute la documentation utile, diriger la propagande, mener la campagne en faveur des militants révolutionnaires emprisonnés en Italie et ailleurs, préparer le *boycottage de l'Italie fasciste*.

La chose la plus importante serait d'empêcher les importations de l'Angleterre et des Etats-Unis

sans lesquelles l'Italie ne peut pas vivre. Par ailleurs, la lutte la plus efficace contre le fascisme en Italie est à soutenir dans chaque pays.

La solidité relative de l'Etat bourgeois en France correspond au stade de développement relativement inférieur du capitalisme français, au sein duquel les antagonismes de classe n'ont pas encore atteint leur apogée. L'hégémonie impérialiste de la France en Europe y apportera des changements.

La conférence ne peut pas, à mon avis, accepter entièrement les propositions des camarades italiens. Nous ne devons pas substituer au marxisme le principe « œil pour œil, dent pour dent ». La terreur individuelle ne développe pas la confiance du prolétariat en lui-même. C'est *la lutte des masses organisées* qui est notre arme efficace. Nous ne devons pas seulement abattre le fascisme par la force, mais aussi politiquement. En avant ! Au travail ! A la lutte contre l'offensive générale du capital, contre la terreur fasciste, pour *l'établissement du gouvernement ouvrier* et pour *la dictature du prolétariat* qui est une garantie décisive de la victoire du prolétariat sur toutes les formes de la contre-révolution.

L'arrestation de Hoellein

La conférence, dans une protestation, adoptée à l'occasion de l'arrestation de Hoellein, inculpé à Paris de complot contre la sûreté de l'Etat, pour le seul fait d'avoir porté aux travailleurs parisiens le salut de leurs frères d'Allemagne, affirme que « nulle violence, nulle infamie des gouvernements capitalistes de France et d'Allemagne n'affaiblira l'action du prolétariat révolutionnaire des deux pays »

Combiancchi (Italie)

expose pourquoi le fascisme a pu vaincre dans un pays aussi prolétarien que l'Italie. Le prolétariat éduqué par les réformistes n'était aucunement prêt à lui résister ; les organisations de résistance lui manquaient ; il espérait que l'Etat réprimerait le fascisme. L'impression serait excellente sur le prolétariat italien si les députés ouvriers dans les Parlements européens demandaient la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement fasciste. L'explosion d'une bombe au consulat italien de Barcelone a provoqué en Italie réactionnaire une grande émotion.

Sur proposition de Clara Zetkin, la conférence adresse aux camarades Bordiga et Serrati et à tous les révolutionnaires d'Italie emprisonnés le salut des travailleurs d'Europe.

Durand (France)

parle de la situation en France depuis la victoire du Bloc national. Depuis 1920 des *Ligues Civiques* se sont formées. L'*Action Française* a toute une organisation contre-révolutionnaire illégale. Elle a tenté de descendre dans la rue après l'attentat commis contre Marius Plateau. Mais la mobilisation ouvrière et communiste a suffi pour l'en empêcher. Une bourgeoisie démocratique disposant d'une puissante armée de 660.000 hommes n'a pas à la vérité besoin d'un mouvement fasciste.

Discussions et vote

Une courte discussion se produit entre la camarade Clara Zetkin et Combiancchi. Clara Zetkin répond à ce dernier que nous ne devons préconiser que l'action des masses contre le fascisme. Combiancchi pense que, parallèlement à la grande

action des masses, des petits groupes de militants peuvent agir utilement.

La délégation hollandaise propose d'ajouter au 14^e paragraphe de la résolution sur l'occupation de la Ruhr que des délégations ne seront pas seulement envoyées aux internationales réformistes mais aussi à l'Internationale syndicaliste-libertaire de Berlin et au Bureau Antimilitariste hollandais.

Lozovsky s'y oppose, ces organisations n'ayant pas su prendre position à La Haye. Si elles veulent collaborer avec nous elles peuvent s'adresser au Comité d'Action. La proposition hollandaise est repoussée contre 2 voix.

Constitution du Comité d'action

Le Comité d'Action International est composé comme suit : Parti Communiste allemand 2 sièges (Heckert, Meyer), Comités d'Usines 1 (Raedel), social-démocratie indépendante 1 (Zachov), social-démocratie 1 (Friege), Parti Communiste français 2 (Bernard, Dupont), C.G.T.U. 2 (Robert, Durand), Jeunesse Communiste française 1, Jeunesse Communiste allemande 1, Italie 1 (Ambroggi), Belgique, Angleterre, Pologne, Tchéco-Slovaquie et Russie, chaque pays 1 délégué, Internationale Communiste 1 (Kolarov), I.S.R. 1 (Lozovsky, suppléant Roubanov), Union des Travailleurs manuels et intellectuels 1 (Arthur Hammer), Association Internationale des Anciens Combattants 1 (Barbusse), Balkans 1, Hollande 1 (Lansing), Jeunesse Communiste Internationale 1.

Nomination des délégations

Sont délégués auprès de la 2^e Internationale : 1 communiste, 1 social-démocrate, 1 indépendant allemand, 1 camarade français et 1 camarade russe.

Sont envoyés en Belgique : 1 communiste, 1 social-démocrate, 1 indépendant allemand, 1 communiste français et 1 anglais.

Sont délégués à Amsterdam : 1 communiste allemand, 1 communiste russe, 1 social-démocrate allemand et 1 communiste anglais.

Sont délégués à l'Union des Partis Socialistes de Vienne : 1 représentant de l'I.C., 1 social-démocrate allemand, 1 social-démocrate indépendant allemand, 1 communiste français et 1 anglais, 1 camarade des Comités d'Usines allemand.

Sont délégués à Berlin à la Centrale des partis social-démocrates unifiés et à l'Union Générale des Syndicats : 1 communiste français, 1 communiste anglais, 1 communiste italien, 1 communiste allemand, 2 social-démocrates et 1 indépendant.

Les camarades italiens proposent de nommer une commission qui serait chargée de négocier avec les socialistes italiens lesquels n'appartiennent encore à aucune internationale. Après quelques éclaircissements des camarades Kolarov et Lozovsky qui font connaître que seules des raisons de force majeure ont empêché jusqu'à présent la fusion des socialistes et des communistes italiens, la délégation italienne retire sa proposition.

Kolarov

prononce le discours de clôture. L'appel du prolétariat de la Ruhr a été, dit-il, entendu dans tous les pays. Des ouvriers de tous les partis se sont ici réunis. Pour réaliser le front uni des travailleurs révolutionnaires de la social-démocratie n'ont pas hésité à aller à l'encontre de la discipline de leur parti. L'honneur de la classe ou-

rière leur est plus cher qu'une discipline qui les contraint à servir la bourgeoisie. Les dirigeants d'Amsterdam et la 2^e Internationale se taisent encore mais ils ne pourront plus se faire longtemps. Le mérite de cette conférence c'est d'avoir mesuré les forces et apprécié les moyens dont le prolétariat dispose contre la guerre et le fascisme. S'il est vrai que de nombreux travailleurs sont encore imbus d'une idéologie bourgeoise, il est vrai aussi que la concentration des travailleurs conscients dans leurs organisations a commencé dans tous les pays. Les Comités d'Usines nous offrent le terrain sur lequel peut s'organiser l'unité de front de la classe ouvrière.

Grothe déclare au nom des Comités d'Usines de Rhénanie-Westphalie que l'organisation qu'il représente est résolue à remplir tout son devoir pour le front uni.

Fouchs (soc. dém. indép. allemande) remercie le Parti Communiste allemand pour le concours qu'il a prêté à l'organisation de la Conférence de Francfort.

La conférence est close au chant de l'Internationale.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES

I

La Ruhr et le danger de guerre

La conférence internationale de Francfort, convoquée sur l'initiative des conseils d'usines de Rhénanie-Westphalie, et à laquelle participent des délégués des pays européens les plus importants et des ouvriers appartenant à tous les partis politiques : social-démocrates, indépendants, syndicalistes, communistes et syndicalistes-révolutionnaires, décide, en s'inspirant de la situation créée par l'occupation de la Ruhr :

1. Qu'il y a lieu de continuer à développer l'action nationale et internationale contre l'occupation de la Ruhr surtout en Allemagne, en France et en Belgique. Le mot d'ordre étant : *Evacuation des pays occupés !*

2. Qu'il y a lieu de poursuivre l'annulation de tous les traités internationaux de brigandage, et avant toute chose, de mener contre le traité de Versailles la campagne la plus énergique.

3. Qu'une agitation systématique doit être poursuivie dans les armées et plus particulièrement parmi les troupes d'occupation ; que la propagande parmi les soldats blancs et noirs est un des devoirs les plus pressants d'aujourd'hui et de demain.

4. Que les travailleurs des pays occupés et les troupes d'occupation, salariés et exploités dressés les uns contre les autres, doivent être l'objet d'une propagande incessante de fraternisation ; qu'il importe de prouver aux soldats français, belges et anglais que les travailleurs d'Allemagne sont les ennemis également irréconciliables des bourgeoisies allemande et française.

5. Que la reconstruction des régions dévastées doit avoir lieu aux frais des classes dirigeantes de tous les pays, sous le contrôle des organisations prolétariennes, jusqu'au moment où elle fera place à l'édification socialiste en général.

6. Que l'action parmi les jeunes gens, les femmes, les anciens combattants, les victimes de la guerre doit être intensifiée.

7. Qu'il importe d'organiser des enquêtes sur place dans la Ruhr, de représentants de Comités d'usines, de France, de Belgique et d'Angleterre afin que les travailleurs de ces pays connaissent la situation de leurs frères allemands ployés sous

le joug de leur propre patronat et de l'impérialisme étranger.

8. Qu'il importe de former des unions fraternelles germano-franco-russes des travailleurs des industries les plus importantes, cheminots, mineurs et métallurgistes ; que ces unions fraternelles auront le devoir de préparer et de conduire des actions de solidarité : qu'elles auront en outre pour mission de coordonner l'action internationale de concert avec le Comité d'Action.

9. Qu'il y a lieu de former des commissions de contrôle, nationales et internationales, des travailleurs des transports et des industries de guerre (fabriques de munitions, aviation, produits chimiques, mineurs, marins, cheminots, transports) ; le plus important est de créer des commissions de contrôle aux frontières et aux nœuds des voies ferrées.

10. Que des conférences des comités d'usines et des syndicats d'Allemagne, de France, de Belgique et des pays occupés (de Paris, de Bruxelles, de Berlin et de Rhénanie-Westphalie, principalement) doivent se réunir sans délai, pour examiner sous tous ses aspects et dans un but d'action pratique immédiate la situation de la classe ouvrière dans les régions occupées.

11. Qu'une semaine internationale de protestation contre l'occupation de la Ruhr aura lieu du 15 au 22 avril et doit être l'occasion de puissantes manifestations contre le traité de Versailles, la guerre et le fascisme, manifestations auxquelles les masses laborieuses, sans distinction de parti, et plus encore sans parti, doivent être amenées à participer.

12. Que ces manifestations devront être soutenues par une agitation parlementaire et extra-parlementaire.

13. La conférence élit un Comité d'Action de 22 avril sera aussi une semaine de combat contre la politique de coalition avec la bourgeoisie. Le front uni et la grève internationale en cas de menace de guerre ne peuvent être que le fruit d'une lutte opiniâtre.

14. La conférence internationale désigne des délégations qu'elle mandate pour entamer des négociations avec la F.S.I. d'Amsterdam, la 2^e Internationale, l'Union des Partis Socialistes de Vienne, comme avec les organisations ouvrières des différents pays au sujet de la préparation de la semaine de protestation contre l'occupation de la Ruhr et de la constitution du front uni. Ces délégations se composeront de représentants de diverses tendances politiques.

15. La conférence élit un Comité d'Action de 21 membres, pris parmi les délégués des différentes organisations représentées. Si d'autres organisations se joignent au front uni après la conférence elles pourront déléguer leurs représentants au Comité d'Action.

16. Organe étranger aux partis, le Comité d'Action noue et entretient des relations avec les organisations ouvrières, quelles que soient leurs orientations politiques. Lorsque les chefs se refusent à collaborer avec lui, le Comité d'Action s'adresse directement aux masses.

17. Le Comité d'Action International a pour tâche de rassembler toutes les organisations politiques et économiques du travail dans la lutte contre l'impérialisme. Il engage les négociations avec toutes les organisations ouvrières sur la réunion d'un congrès ouvrier international pour la lutte contre l'impérialisme, la guerre et le fascisme.

18. La conférence charge le Comité d'Action de créer un fond de combat auquel tous les travailleurs sont invités à cotiser.

L'occupation de la Ruhr étant la conséquence du conflit franco-anglais pour l'hégémonie européenne les travailleurs de France et d'Angleterre ont à remplir, outre leurs devoirs généraux, des devoirs particuliers.

L'action doit être encore élevée et intensifiée en France où le P.C. et la C.G.T.U. l'ont jusqu'ici brillamment soutenue. *Annulation du traité de Versailles ! Hors d'Allemagne !* tels doivent en être les mots d'ordre. De l'agitation il y a lieu de passer aux manifestations publiques contre la cherté de la vie, l'impôt sur les salaires, l'exploitation coloniale, l'emploi de l'armée, et surtout l'emploi éventuel des troupes noires, dans les conflits entre le capital et le travail, pour l'imposition unique des possédants, pour l'émancipation des colonies, l'abolition des armées permanentes, la liberté des fonctionnaires, l'armement du prolétariat.

Partis et syndicats révolutionnaires de France continuent à appliquer la tactique du front uni qui leur a déjà donné de bons résultats. Les comités d'usines n'étant encore en France qu'en voie de formation, il y a lieu de préparer des congrès de délégués de fabriques, d'usines, d'ateliers, de mines, régionaux d'abord, nationaux ensuite, qui délibéreront sur l'unité syndicale et le danger de guerre.

La classe ouvrière révolutionnaire d'Allemagne a le devoir de lutter sur deux fronts. Son premier but est de chasser les impérialistes français de la Ruhr avec le concours du prolétariat international.

La classe ouvrière est aujourd'hui en Allemagne, contrairement à la situation de 1914, la seule force qui puisse battre l'ennemi extérieur et résoudre le conflit dans l'intérêt du prolétariat, tandis que la bourgeoisie paralyse la défense de la Ruhr, étant disposée à une entente avec la bourgeoisie française pour l'exploitation commune du travail. La classe ouvrière forme les cadres de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme français, seule lutte dans laquelle l'impérialisme allié puisse être vaincu.

Pour la développer et développer la solidarité ouvrière internationale l'action des masses doit se donner les buts suivants : renversement du gouvernement Cuno et formation d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

A l'heure où la social-démocratie et les syndicats réformistes subordonnent les intérêts du travail à ceux de la bourgeoisie les ouvriers révolutionnaires rassemblent et organisent, principalement en dehors de la Ruhr, toutes les forces de leur classe contre le gouvernement Cuno. Ce n'est possible qu'en opposant à l'offensive du patronat et au nationalisme fasciste payé par la grande industrie, le front uni prolétarien.

Les Comités d'usines et les Commissions ouvrières de contrôle intensifient leur activité contre la cherté de la vie, pour le contrôle de la production, pour la création des centurions ouvrières de défense antifasciste.

A la pression fiscale des classes dirigeantes les masses laborieuses opposent la revendication de la saisie des valeurs réelles par le gouvernement allié. La classe ouvrière refuse de faire les frais de la résistance feinte de la bourgeoisie allemande à la bourgeoisie française. Elle s'oppose à toute politique de reconstruction capitaliste.

La classe ouvrière politique révolutionnaire d'Allemagne s'oppose résolument à toute nouvelle guerre capitaliste. Elle préfère livrer à l'avidité de l'impérialisme français les richesses accumulées par la bourgeoisie allemande, cela dans le but

d'obtenir la trêve nécessaire à l'édification du pouvoir prolétarien et ne point sacrifier la vie des travailleurs dans un nouveau conflit capitaliste. Si ces efforts pour maintenir la paix échouaient, malgré l'appui enthousiaste dont un gouvernement ouvrier allemand ne manquerait pas de bénéficier dans tous les pays, si l'Entente ne renonçait pas à combattre l'Allemagne ouvrière, les armées rouges d'Allemagne et de Russie, unies aux travailleurs révolutionnaires des pays de l'Entente, sauraient vaincre l'impérialisme et la contre-révolution.

*
**

Les ouvriers révolutionnaires de Grande-Bretagne ont pour devoir d'amener à une action énergique le Labour Party et les Trade Unions, de poursuivre une vaste campagne de presse, de réunions publiques, et une action parlementaire incessante afin d'éclairer la classe ouvrière anglaise sur la situation dans la Ruhr et sur les résultats de la politique de rapines de l'Empire britannique en Irlande, au Levant, en Turquie, en Egypte, aux Indes, en Extrême-Orient. La propagande à l'armée et dans la flotte est de première importance. Le chômage, l'offensive patronale contre les salaires et la journée de travail, la crise des logements fournissent l'occasion d'une fructueuse agitation pour le front uni du prolétariat.

*
**

En Italie où continue la bacchanale fasciste qui a amené les masses laborieuses de ce pays dans l'actuelle situation d'esclavage, pour les entraîner plus facilement à de nouvelles guerres, la tâche la plus urgente c'est d'abord l'unification de toutes les forces révolutionnaires du pays, puis la reconstitution des organisations des masses et la concentration des forces ouvrières des villes et des campagnes sans distinction de tendances.

Il faut combattre

Pour les libertés de réunion, de presse et d'organisation ;

Pour obtenir la libération des emprisonnés politiques ;

Pour garantir aux travailleurs le logement sans augmentation des loyers ;

Contre la diminution des salaires, contre l'impôt sur les salaires, contre la cherté de la vie et le renvoi arbitraire des fonctionnaires et ouvriers pour délit d'opinion ;

Pour faire retomber sur les classes possédantes toutes les charges fiscales ;

Pour la garantie et le respect des contrats de travail des paysans ;

Pour l'application intégrale de la journée de huit heures ;

Une action légale et illégale doit être engagée vigoureusement dans l'armée et dans les organisations fascistes. Ce travail d'organisation et d'unification de toutes les forces prolétariennes dans la lutte pour la défense des intérêts vitaux des masses laborieuses, appuyé par la solidarité du prolétariat international, créera les forces nécessaires au renversement du régime fasciste.

En Tchéco-Slovaquie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie, pays placés sous l'influence directe de la France, et par lesquels celle-ci cherche à atteindre les frontières de la Russie en morcelant l'Allemagne, nos mots d'ordre actuels sont : *Contre la finance française et contre ses valets, contre tous ceux qui promettent à la finance française le sang des travailleurs*. Dans les pays voisins de la Russie, il y a lieu de souligner qu'en cas de guerre, les travailleurs combattent aux côtés de la Russie sovié-

tiste. L'activité des organisations ouvrières de ces pays doit être égale à celle des organisations de France et d'Allemagne.

*
**

La classe ouvrière russe, qui a pratiquement manifesté son esprit de solidarité pendant la crise de la Ruhr par des envois de blé et d'argent et par de grandes manifestations, soutiendra la classe ouvrière française et allemande dans tous ses efforts. Les gouvernements révolutionnaires trouveront en elle un allié à toute épreuve et celle alliance les rendra invincibles.

II

Les Internationales réformistes et le front uni

La F.S.I. d'Amsterdam, la II^e Internationale et l'Union des Partis Socialistes de Vienne n'ont pas accepté l'invitation des Comités d'Usines allemands à participer à la Conférence de Francfort et n'y ont même pas répondu. Le Parti socialdémocrate indépendant d'Allemagne a néanmoins envoyé à cette Conférence une délégation et des groupes social-démocrates y ont — en dépit de l'interdiction des organes officiels de leur Parti — mandaté des délégués. Des syndicats anglais adhérant à Amsterdam ont adressé à la Conférence des messages fraternels. Les grandes masses ouvrières veulent le front uni du prolétariat malgré le sabotage des dirigeants. Aussi la Conférence Internationale de Francfort charge-t-elle le Comité d'Action par elle constitué d'inviter la F.S.I. d'Amsterdam, la II^e Internationale et l'Union des Partis socialistes de Vienne à organiser nationalement et internationalement le front prolétarien uni contre l'occupation de la Ruhr et contre le fascisme, conformément aux autres résolutions prises. Le Comité d'Action est en outre chargé d'entamer des négociations directes avec les sections les plus importantes des organisations internationales précitées.

III

L'action antifasciste

La classe ouvrière a le devoir impérieux de combattre le fascisme, vainqueur en Italie et en voie d'organisation dans les autres pays. Il lui appartient de se défendre contre la violence fasciste et de lui infliger une défaite politique.

A cette fin, les partis et les organisations ouvrières de toutes les orientations politiques constituent un organe spécial dont les devoirs sont de :

1^o Recueillir tous les éléments d'information sur le mouvement fasciste ;

2^o Eclairer la classe ouvrière sur ce mouvement, par la parole et l'écrit ;

3^o Organiser la résistance ouvrière en formant des centurions armées ; organiser le contrôle ouvrier des transports pour empêcher le déplacement et le ravitaillement des bandes fascistes ; empêcher l'action fasciste ;

4^o Gagner à cette lutte tous les travailleurs sans distinction de parti ; convier tous les partis, tous les syndicats, toutes les organisations à une résistance commune ;

5^o Poursuivre contre le fascisme une campagne dans les Parlements et dans les corps constitués ;

6^o Consacrer une attention spéciale à l'éducation antifasciste de la jeunesse, dans laquelle la réaction recrute ses éléments combattifs ; convier les jeunes prolétariennes à participer activement à cette œuvre.

Le fascisme, organisé internationalement, doit

être combattu de même. Le Comité constitué à cet effet :

1° Fera une campagne de presse et de réunions publiques internationales dans le but de faire connaître le caractère rigoureusement antiprolétarien du gouvernement fasciste en Italie et la destruction de toutes les institutions ouvrières ;

2° Organisera des manifestations internationales antifascistes et des manifestations contre les représentants à l'étranger de l'Etat fasciste ;

3° Pratiquera l'action parlementaire ; invitera en particulier les groupes parlementaires ouvriers à envoyer des délégations en Italie dans le but d'étudier sur place la situation de la classe ouvrière ;

4° Exigera la libération de tous les militants prolétariens emprisonnés ;

5° Portera à la classe ouvrière italienne un secours matériel et moral (envoi de fonds, asile aux

réfugiés, appui à l'étranger). Dans ce but, il y a lieu d'étendre l'action du Secours Rouge International aux victimes de la répression et d'inviter toutes les organisations à collaborer avec lui ;

6° Etudiera la possibilité d'un boycottage moral, politique et matériel du gouvernement fasciste.

La Conférence de Francfort charge le Comité d'Action International et le Comité provisoire antifasciste de former un Comité permanent.

Il faut graver dans la conscience de tous les prolétaires qu'ils partageront le sort de leurs frères d'Italie s'ils n'empêchent pas — par une action énergiquement révolutionnaire — le fascisme de recruter les éléments les moins conscients de la société. Les organisations prolétariennes doivent en outre opposer à la démagogie fasciste la lutte véritable des masses.

Ce que le Communisme international doit au Parti communiste russe

(Message adressé par l'Exécutif de l'I. C. au P. C. russe à l'occasion du 25^e anniversaire de sa fondation)

Camarades,

C'est avec une joie révolutionnaire que nous vous adressons notre salut chaleureux à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de votre parti. Après que le centre de gravité du mouvement ouvrier international eut son siège en Allemagne, depuis la fondation de la 2^e Internationale, la classe ouvrière devint la force motrice vivante du mouvement ouvrier international dès l'année 1904-1905.

Au cours du mouvement révolutionnaire d'alors vous fûtes, vous bolcheviks, à la tête de la grève générale. Vous aviez auparavant, pendant de longues années, déployé la plus grande activité afin de former un parti ouvrier vraiment révolutionnaire. Vous aviez, par une action énergique contre les mencheviks du parti socialdémocrate russe et leur organe *L'Étincelle*, sauvé la majeure partie de vos éléments, de l'opportuniste et du réformisme auxquels devaient succomber, par la suite, les partis et les syndicats de la 2^e Internationale. Vous représentiez, dès le début, l'avant-garde du mouvement prolétarien révolutionnaire et il fallut dix années et plus pour que les partis ouvriers des autres pays comprennent que ce rôle leur incombait comme à vous.

Lorsque, aux premiers jours de la guerre impérialiste, les partis dirigeants de la 2^e Internationale trahirent la classe ouvrière, votre parti lui resta fidèle. A la Douma les bolcheviks tinrent haut le drapeau de la révolution prolétarienne. Le mot d'ordre de Lénine « transformer la guerre impérialiste en guerre civile » passa sur tous les fronts. Ce fut la naissance d'une époque nouvelle dans la lutte des classes internationale. Un feu inextinguible s'alluma au cœur de l'avant-garde de la Révolution prolétarienne de plusieurs grands pays.

Le tsarisme balayé par la haine populaire, le gouvernement provisoire de la bourgeoisie et des mencheviks établi, votre parti dressa immédiatement en face du nouveau pouvoir un front révolutionnaire prolétarien organisé, faible au début, mais soutenu par les soviets ouvriers et soldats, agissant de leur côté contre les partis de la démocratie capitaliste, votre front ouvrier se con-

solida rapidement. Et c'est encore par la justesse de son attitude envers la démocratie capitaliste que votre parti sauva la Révolution russe. C'est sous votre direction que la révolution russe devint en 1917 une grande Révolution.

Au moment même où la majorité des ouvriers et des soldats se rangeait de votre côté, vous élevâtes résolument le drapeau de l'insurrection, vous conquîtes le pouvoir à la révolution socialiste. Vous proclamâtes l'expropriation des fabriques, des grands domaines, bref de toute propriété des exploités. Vous continuâtes l'œuvre de destruction de la révolution bourgeoise. Vous compreniez parfaitement la nécessité de la dictature prolétarienne en vue de la révolution sociale. Vous compreniez que la base de cette dictature, c'est l'organisation des conseils de la classe ouvrière placée sous la direction immédiate du Parti Communiste.

Vous vous mîtes, au lendemain de la victoire, à organiser ceux-ci. Tâche considérable, vu le manque de forces conscientes. La dictature prolétarienne était menacée de toutes parts ; vous sûtes concentrer les forces dont vous disposiez sur les devoirs les plus importants du moment. Votre parti, malgré la guerre et la faim, forma le point d'appui inébranlable du pouvoir soviétique.

C'est en première ligne sur un juste centralisme démocratique et sur une activité intense et constante que reposent la cohésion exemplaire des grandes forces de votre parti et ses capacités d'adaptation. C'est dans une activité constante de tous ses militants que votre parti forme sa discipline ; et c'est sur l'activité de sa direction que se fonde sa grande autorité. Une critique rude et sincère de toute phraséologie révolutionnaire, un sens pratique extrêmement développé, telle est la base des forces de la direction de votre parti. Toujours étroitement lié à la lutte des classes prolétarienne, au marxisme, votre parti est devenu ce qu'il est aujourd'hui. Dans la pratique de la grande révolution prolétarienne, il a placé au-dessus de tout la lutte des classes ; il en a fait une stratégie véritable dont il a sagement éla-

boré toutes les formes : méthodes de l'offensive, de la défensive, de la retraite provisoire, de la lutte commune ouverte ou illégale sur plusieurs fronts contre l'ennemi intérieur et extérieur, contre l'ennemi avoué et l'ennemi caché, par la force et par la diplomatie, par l'organisation, la presse et le pouvoir politique. Votre parti a même développé des méthodes de lutte contre des ennemis inconscients du prolétariat, tant dans ses propres rangs qu'au dehors. Il a également développé le groupement et le rassemblement des amis et des alliés de la Révolution prolétarienne. En un mot : il a développé l'art de la victoire.

Camarades russes ! Votre parti est le fondateur et l'esprit dirigeant de l'Internationale Communiste. Son action sur le mouvement ouvrier révolutionnaire international a été au cours des cinq dernières années, plus fructueuse. Son influence a directement ou indirectement favorisé la création et l'extension des mouvements et des Partis Communistes dans tous les pays d'Europe, voire du monde. C'est des camarades russes que l'Internationale Communiste a reçu ses mots d'ordre et ses directives les meilleurs. Leur expérience et leur clairvoyance ont inspiré les plus importantes résolutions de l'Internationale Communiste. Nous sommes fiers de la légitime influence exercée par les camarades russes dans l'Internationale Communiste.

La réaction européenne a répété la faute commise par le tsarisme, comme par les gouvernements contre-révolutionnaires d'Allemagne et de France : elle a obligé à émigrer les militants les plus capables du mouvement révolutionnaire prolétarien, en les chassant de pays en pays, elle leur a fourni l'occasion d'enrichir leur expérience et leur clairvoyance, c'est-à-dire d'accroître les qualités qui font précisément aujourd'hui la force du parti russe de notre Internationale.

L'Internationale apprécie à sa juste valeur l'activité décisive consacrée par ses militants russes à la solution des questions posées devant l'Exécutif de l'I.C. ; elle connaît la haute valeur des avis du Comité Central du Parti Communiste

russe ; elle apprécie l'activité de la délégation russe à l'Exécutif comme la participation de nombreux militants du P.C. russe à tous les travaux de l'Internationale.

Pleinement conscient de l'activité précieuse et ineffaçable de votre parti et du président de son Comité Central, Léning, dans le mouvement ouvrier international, le Comité Exécutif de l'I.C. a résolu :

De porter Léning à la présidence d'honneur de l'Internationale, de proposer un congrès mondial et de considérer cette résolution comme définitive.

De publier au cours de cette année dans les principales langues un ouvrage faisant connaître l'activité et les expériences du P.C.R.

Éditer une série de brochures contenant des passages les plus précieux et les plus utiles des œuvres des marxistes russes.

Chers camarades russes, vous avez les premiers suivi la grande route de la révolution prolétarienne. Les étincelles révolutionnaires que vous avez semées dans le monde ont allumé un immense incendie. Vous avez tenu haut le drapeau de la révolution prolétarienne parmi les plus grandes difficultés, les plus grands périls. Et votre parti demeure actuellement l'instrument le plus important du progrès historique international. La classe ouvrière révolutionnaire combattra à vos côtés jusqu'à la victoire finale, sachant que, guidée par vous, l'Internationale Communiste conquerra le monde.

Vive notre Parti Communiste russe, notre guide et notre chef !

Vive l'Internationale victorieuse !

LE COMITÉ EXÉCUTIF :

Bornio (Allemagne), Neurath (Tchéco-Slovaquie), Duret (France), Gramsci (Italie), Gemari (Italie), Kolarov (Bulgarie), Mac Manus (Angleterre), Kotschewa (Pologne), Stinner (Amérique du Sud), Kuusinen (Finlande), Schuler (Jeunes).

CHRONIQUE INTERNATIONALE

ALLEMAGNE

La bourgeoisie allemande croit, semble-t-il, que le moment du coup de force contre la classe ouvrière se rapproche. Depuis des mois déjà ses éléments actifs font des préparatifs fiévreux. Les organisations de contre-révolution les plus diverses s'exercent en prévision de la guerre future. Leurs chefs se recrutent presque exclusivement parmi d'anciens officiers et l'ancien commandement supérieur. Cette réaction armée et consciente possède en Bavière un centre politique ; son influence est considérable dans les milieux dirigeants du Reich et des Etats allemands : les officiers de la Reichswehr et de la police de sûreté sont des « blancs ». La finance et l'industrie la soutiennent. Son programme, ou plutôt celui des nombreuses associations arborant les anciennes couleurs nationales, tient en ces quelques mots : dictature nationale contre l'ennemi intérieur. L'occupation de la Ruhr a versé de l'huile sur leur feu.

Le conflit de la Ruhr sera temporairement liquidé — tout le fait prévoir — par une entente des grandes industries française et allemande,

qui n'est possible qu'aux dépens de la classe ouvrière. En d'autres termes, les organes exécutifs du capital allemand, les gouvernements du Reich et des Etats confédérés, édicteront des mesures anti-prolétariennes ; mais les moyens légaux dont ils disposent actuellement ne leur suffisent pas. Il s'agit d'alourdir le fardeau d'une classe ouvrière déjà extrêmement misérable. La bourgeoisie germanique a donc besoin du fascisme et des passions nationalistes. Il faut qu'une vague de réaction balaye d'un seul coup tout ce qui subsiste d'influence prolétarienne, dans la vie sociale de l'Etat : conseils d'usines, organisations communistes, voire l'influence socialdémocrate dans les parlements et les gouvernements. Les contre-révolutionnaires les plus résolus veulent l'extirpation impitoyable du « marxisme ». Ils ne font nulle différence entre communistes et socialdémocrates.

Ils se rendent parfaitement compte des conséquences politiques intérieures et extérieures de leur entreprise. Ils savent que la guerre civile sera périlleuse. Ils savent que le prolétariat tentera de s'emparer du pouvoir dans les pays les

plus importants. Ils cherchent donc des alliés. Nous avons appris dernièrement — et ce n'est pas par hasard — que des organisations nationalistes sont entrées en contact avec les Français à Munich et à Francfort. L'histoire de la révolution nous enseigne que les classes dirigeantes et possédantes renversées n'ont jamais manqué de « trahir » la « patrie » et la « nation » pour défendre leurs intérêts de classe. Le prolétariat allemand ne se fait nulle illusion à cet égard. L'attitude des politiciens dirigeants de la bourgeoisie rhénane et bavaroise en 1918-19, lorsque le sort de la révolution allemande n'était pas décidé encore, l'a éclairé.

Les préparatifs de la réaction ont abouti à certains résultats au cours des dernières semaines. Les chefs moraux du mouvement nationaliste ont réussi à soumettre, dans une certaine mesure, à une direction unique les nombreux groupes ou partis illégaux ou légaux de la contre-révolution qui, souvent, rivalisent les uns avec les autres. La contre-révolution s'en est trouvée consolidée. Mais le cri d'alarme de la *Rote Fahne* communiste, ses révélations sur la collaboration des organisations illégales avec la Reichswehr et la police de sûreté ont secoué l'indifférence du prolétariat. La démocratie paraît avoir compris le danger. La nécessité du rassemblement des forces prolétariennes a déterminé la formation du gouvernement socialiste en Saxe et la constitution des centuries prolétariennes. D'autre part, la mobilisation prolétarienne a incité la contre-révolution à se hâter. On a vu des forces réactionnaires, séparées jusqu'à présent, s'unir : M. Wulle (parti nationaliste) et Rossbach (organisation de combat illégale). M. Rossbach a réuni à Potsdam des officiers de la Reichswehr et leur a solennellement demandé d'observer la « neutralité » en cas de conflit armé...

Les social-démocrates n'étaient pas tout à fait à leur aise. Ils avaient bien dit qu'il ne fallait pas prendre au sérieux le cri d'alarme de la *Rote Fahne*. Mais le citoyen Noske ne disait-il pas aussi, à la veille du mouvement de Kapp, que « l'ordre n'était point menacé » ? Les Ebert, les Severing, les Scheidemann savent ce qu'ils ont à attendre d'une contre-révolution victorieuse. Les Hitler et les Ludendorff ne sont pas disposés à plaisanter avec les « marxistes » et les « malfaiteurs de novembre 1918 » suivant l'expression consacrée.

Bref, le ministre social-démocrate Severing attaqua le 23 mars, naturellement avec l'assentiment d'Ebert.

En Bavière, le chancelier Cuno accordait des audiences aux « unions patriotiques ». Que se passait-il dans les coulisses ? Severing accusa les organisations réactionnaires, le Parti de la Liberté Nationale en particulier, de haute trahison envers la République. Le parti en question a été dissous et ses principaux dirigeants arrêtés (23 mars). Severing s'est heurté à la vive résistance des nationalistes allemands — il fallait s'y attendre — et, fait important, du parti populaire, dont l'organe *Die Zeit* (*Le Temps*) critique sans mesure les actes du ministre de l'Intérieur de Prusse et demande la dissolution des centuries prolétariennes et la répression du mouvement communiste. Le parti de la grosse industrie n'a que trop de raisons pour défendre le fascisme.

Mais le ministre social-démocrate a cru devoir déclarer qu'il réprimera aussi énergiquement à gauche qu'à droite et ne tolérera pas la formation des centuries prolétariennes. Enormité de la politique de paix sociale ! Au moment même où le ministre socialiste d'une république bourgeoise

se voit dans la nécessité de prendre des mesures de précaution contre l'avant-garde armée de la bourgeoisie, il s'incline devant la classe bourgeoise dans son entier et se met à sa disposition contre les éléments les plus énergiques du prolétariat.

M. Severing, ministre socialiste prussien, est bien connu des travailleurs d'Allemagne. Après l'attentat réactionnaire de Kapp, il promettait la formation d'organisations de défense prolétarienne contre la contre-révolution et manquait à sa parole. Après l'assassinat de Rathenau, il annonçait la dissolution des sociétés secrètes et l'épuration des administrations publiques et ne tenait pas davantage. La réaction allemande est aujourd'hui si puissante qu'elle menace l'existence de la république. Les demi-mesures défensives de la social-démocratie n'ont jamais abouti qu'à la trahison.

Elles sont aujourd'hui plus que coupables : absurdes. N'était la résistance ouvrière, il y a beau temps que M. Severing lui-même aurait perdu son portefeuille et la social-démocratie la république. Et M. Severing, s'il tente en réalité de s'opposer à l'organisation de la défensive ouvrière des centuries, rencontrera dans son propre parti de nombreuses résistances. Le danger puissant rapproche les travailleurs de toute les orientations politiques.

Franz DAHLEM.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro, 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

PAUL FRÉLICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.



1905

PAR

Léon TROTSKY

Un magnifique volume
grand in-octavo de 400 pages dont
19 PLANCHES HORS-TEXTE
(2 en couleurs)
sur papier glacé

- Prix de souscription =
= = 12 francs = = =
- Après la parution =
= = 15 francs = = =

Tous ceux qui veulent profiter du prix réduit de 12 fr, doivent se hâter. Le livre paraîtra bientôt. A dater de la mise en vente, le prix sera de 15 francs.

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

Autres œuvres de TROTSKY :

Terrorisme et Communisme 7 »
Nouvelle Étape 4 »
Entre l'Impérialisme et la Révolution 4 »
Les trois livres : 15 francs

Les souscripteurs de « 1905 » qui commanderont aussi ces trois volumes ne les paieront que :

12 francs les 3

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

UN ÉVÉNEMENT DANS LA LIBRAIRIE

Par les soins de la Librairie de l' « Humanité », prochainement paraîtra le nouveau livre de

LÉON TROTSKY

consacré à la Révolution russe de 1905

Traduit par PARIJANINE

C'est une œuvre d'un intérêt extraordinaire qui dépasse de beaucoup tout ce qui a été écrit sur la Révolution russe.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux chefs d'une Révolution qui ouvre une ère nouvelle dans l'Histoire de l'humanité.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux dirigeants de la première République prolétarienne, la République des Soviets de Russie, qui couvre une sixième partie de la surface des continents,

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des plus grands orateurs révolutionnaires, un brillant polémiste, un dialecticien de premier ordre, un théoricien érudit,

Léon TROTSKY est aussi un grand écrivain et un historien.

1905 son nouveau livre, éclaire d'une vive lumière toute l'histoire de la Révolution russe.

1905 n'explique pas seulement la Révolution de 1905, elle explique aussi celle de 1917. On ne peut comprendre celle-ci sans connaître la première.

1905 est indispensable à quiconque s'intéresse à la Russie, à la Révolution, au mouvement ouvrier mondial.

1905 a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et sur la planchette à livres du plus humble militant.

1905 PARAITRA TRÈS PROCHAINEMENT

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné (nom et prénoms).....

Adresse

Localité, département

vous adresse la somme de :

12 francs (14 francs pour recevoir par poste, recommandé, montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution. 24 francs (28 francs pour recevoir par poste, recommandé), montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution, et des 3 livres de Trotsky déjà parus.

(Biffer la mention inutile).

Envoyer ce bulletin à M. HENRI SUCHET, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e). — Chèque postal : 25-517.

CEUX QUI VEULENT LE LIVRE RELIÉ AJOUTERONT :
6 fr.-75 pour une reliure en basane: 10 fr.- pour une reliure chagrin.